

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 842

[S - C - 97/9170]

17 FEVRIER 1997. — Loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Sans préjudice des articles énumérés dans la présente loi, les dénominations reprises ci-après sont remplacées dans le Code judiciaire comme suit :

- « greffier-chef de greffe » par « greffier en chef »;
- « commis-greffier » par « greffier adjoint »;
- « commis-greffier principal » par « greffier adjoint principal »;
- « secrétaire » par « secrétaire en chef »;
- « secrétaire adjoint » par « secrétaire »;
- « commis-secrétaire » par « secrétaire adjoint »;
- « commis-secrétaire principal » par « secrétaire adjoint principal ».

La disposition de l'alinéa premier ne s'applique pas aux articles 259bis, 466, 467, 469, 469bis, 473, 475, 477, 482, 489, 505, 506, 508, 531, 531bis, 531ter, 531quinquies, 539, 540, 542, 545 et 553 du Code judiciaire.

Le Roi est autorisé à remplacer ces dénominations dans les lois et les arrêtés particuliers.

Art. 3. L'article 89 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 89. Lorsque les nécessités du service le justifient, le président du tribunal de première instance, du tribunal du travail ou du tribunal de commerce, soit d'office, soit à la demande du premier président de la cour d'appel, ou, lorsqu'il s'agit du tribunal du travail, du premier président de la cour du travail, après avoir pris l'avis du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, selon le cas, et du greffier en chef, constitue une ou plusieurs chambres temporaires composées des juges, et le cas échéant, des juges sociaux ou consulaires qu'il désigne. »

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Sénat :

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 270/1 du 27 février 1996, déposée par M. Vandenberghe et consorts. — Amendements, n° 270/2. — Rapport, n° 270/3 du 22 octobre 1996 de MM. Bourgeois et Hotyat. — Texte adopté par la commission, n° 270/4 du 22 octobre 1996. — Amendements, n° 270/5 à 6. — Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière, : n° 270/7 du 14 novembre 1996.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 13 et 14 novembre 1996.

Session ordinaire 1996-1997.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 778/1. — Amendements, n° 778/2 à 6. — Rapport, n° 778/7 du 17 janvier 1997 de M. Giet.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 22 et 23 janvier 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 842

[S - C - 97/9170]

17 FEBRUARI 1997. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Onverminderd de artikelen opgesomd in deze wet worden in het Gerechtelijk Wetboek de hierna vermelde benamingen vervangen als volgt :

- « griffier-hoofd van de griffie » door « hoofdgriffier »;
- « klerk-griffier » door « adjunct-griffier »;
- « eerstaanwendend klerk-griffier » door « eerstaanwendend adjunct-griffier »;
- « secretaris » door « hoofdsecretaris »;
- « adjunct-secretaris » door « secretaris »;
- « klerk-secretaris » door « adjunct-secretaris »;
- « eerstaanwendend klerk-secretaris » door « eerstaanwendend adjunct-secretaris ».

Het bepaalde in het eerste lid is niet van toepassing op de artikelen 259bis, 466, 467, 469, 469bis, 473, 475, 477, 482, 489, 505, 506, 508, 531, 531bis, 531ter, 531quinquies, 539, 540, 542, 545 en 553 van het Gerechtelijk Wetboek.

De Koning wordt gemachtigd deze benamingen eveneens te vervangen in de bijzondere wetten en besluiten.

Art. 3. Artikel 89 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 89. Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, stelt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, van de arbeidsrechtbank of van de rechtbank van koophandel, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de eerste voorzitter van het hof van beroep of, wanneer het gaat om de arbeidsrechtbank, van de eerste voorzitter van het arbeidshof, na het advies van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, naar gelang van het geval, en van de hoofdgriffier te hebben ingewonnen, een of meer tijdelijke kamers samen, bestaande uit de rechters en, in voorkomend geval, de rechters in sociale zaken of de rechters in handelszaken die hij aanwijst. »

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 270/1 van 27 februari 1996, ingediend door de heer Vandenberghe c.s. — Amendementen, nr. 270/2. — Verslag, nr. 270/3 van 22 oktober 1996 door de heren Bourgeois en Hotyat. — Tekst aangenomen door de commissie nr. 270/4 van 22 oktober 1996. — Amendementen, nr. 270/5 tot 6. — Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering, nr. 270/7 van 14 november 1996.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 13 et 14 november 1996.

Gewone zitting 1996-1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 778/1 van 20 november 1996. — Amendementen : nr. 778/2 tot 6. — Verslag, nr. 778/7 van 17 januari 1997 door de heer Giet.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 22 et 23 januari 1997.

Art. 4. L'article 107 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 107. Lorsque les nécessités du service le justifient, le premier président, selon le cas, de la cour d'appel ou de la cour du travail, soit d'office, après avoir pris l'avis du procureur général et du greffier en chef, soit à la demande du procureur général et après avoir pris l'avis du greffier en chef, constitue une ou plusieurs chambres temporaires composées des conseillers et, le cas échéant, des conseillers sociaux qu'il désigne. »

Art. 5. L'article 157 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 157. Il y a dans chaque justice de paix et chaque tribunal de police un greffier en chef. »

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 158 du même Code, les mots « greffier-chef de greffe » et « commis-greffiers » sont remplacés respectivement par les mots « greffier en chef » et « greffiers adjoints ».

§ 2. Le même article 158 est complété par l'alinéa suivant :

« Un à trois greffiers-chefs de service peuvent être désignés au tribunal de police. Ils participent, sous l'autorité du greffier en chef, à la direction du greffe. »

Art. 7. A l'article 160 du même Code, le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints ».

Art. 8. L'article 161 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 161. Un à trois greffiers-chefs de service peuvent être désignés au tribunal de première instance, au tribunal du travail et au tribunal de commerce. Ils participent, sous l'autorité du greffier en chef, à la direction du greffe.

Si dans les tribunaux précités plus de cent membres du personnel exercent un emploi à temps plein, le nombre de greffiers-chefs de service est augmenté d'une unité par groupe de trente membres du personnel supplémentaires. »

Art. 9. L'article 162 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 162. Le président d'un tribunal dont le ressort compte une population de plus de cinq cent mille habitants, peut choisir un secrétaire de cabinet parmi les greffiers ou le personnel du greffe sur l'avis du greffier en chef. »

Art. 10. A l'article 163 du même Code, le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints ».

Art. 11. L'article 164 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 164. Un à trois greffiers-chefs de service peuvent être désignés à la cour d'appel et à la cour du travail. Ils participent, sous l'autorité du greffier en chef, à la direction du greffe.

Si dans les cours précitées plus de cent membres du personnel exercent un emploi à temps plein, le nombre des greffiers-chefs de service est augmenté d'une unité par groupe de trente membres du personnel supplémentaires. »

Art. 12. L'article 165 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 165. Le premier président peut choisir un secrétaire de cabinet parmi les greffiers ou le personnel du greffe sur l'avis du greffier en chef. »

Art. 13. A l'article 167 du même Code, le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints ».

Art. 14. L'article 168 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 168. Le premier président peut choisir un secrétaire de cabinet parmi les greffiers ou le personnel du greffe sur l'avis du greffier en chef. »

Art. 15. L'article 169 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 169. Les greffiers adjoints en fonction depuis douze ans au moins dans un greffe d'une justice de paix, d'un tribunal de police, d'un tribunal de première instance, d'un tribunal du travail, d'un tribunal de commerce, d'une cour d'appel, d'une cour du travail ou de la Cour de

Art. 4. Artikel 107 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 107. Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, stelt de eerste voorzitter van het hof van beroep of van het arbeidshof, naar gelang van het geval, hetzij ambtshalve, na het advies van de procureur-generaal en van de hoofdgriffier te hebben ingewonnen, hetzij op verzoek van de procureur-generaal en na het advies van de hoofdgriffier te hebben ingewonnen, een of meer tijdelijke kamers samen, bestaande uit de raadsheren en, in voorkomend geval, de raadsheren in sociale zaken die hij aanwijst. »

Art. 5. Artikel 157 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 157. Er is een hoofdgriffier in elk vreedegerecht en in elke politierechtbank. »

Art. 6. § 1. In artikel 158 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « griffier-hoofd van de griffie » en « klerken-griffiers » vervangen door de woorden « hoofdgriffier », respectievelijk « adjunct-griffiers ».

§ 2. Artikel 158 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij de politierechtbank kunnen één tot drie griffiers-hoofden van dienst worden aangewezen die, onder het gezag van de hoofdgriffier, deelnemen aan de leiding van de griffie. »

Art. 7. In artikel 160 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « klerken-griffiers » vervangen door het woord « adjunct-griffiers ».

Art. 8. Artikel 161 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 161. Bij de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel kunnen één tot drie griffiers-hoofden van dienst worden aangewezen die, onder het gezag van de hoofdgriffier, deelnemen aan de leiding van de griffie.

Ingeval in voormelde rechtbanken meer dan honderd personeelsleden met volledige betrekking werkzaam zijn, kan het aantal griffiers-hoofden van dienst worden opgetrokken met één eenheid per dertig bijkomende personeelsleden. »

Art. 9. Artikel 162 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 162. De voorzitter van een rechtbank waarvan het rechtsgebied meer dan vijfhonderdduizend inwoners telt, kan een kabinetssecretaris kiezen uit de griffiers of het griffiepersoneel op advies van de hoofdgriffier. »

Art. 10. In artikel 163 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « klerken-griffiers » vervangen door het woord « adjunct-griffiers ».

Art. 11. Artikel 164 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 164. Bij het hof van beroep en het arbeidshof kunnen één tot drie griffiers-hoofden van dienst worden aangewezen die, onder het gezag van de hoofdgriffier, deelnemen aan de leiding van de griffie.

Ingeval in voormelde hoven meer dan honderd personeelsleden met volledige betrekking werkzaam zijn, kan het aantal griffiers-hoofden van dienst worden opgetrokken met één eenheid per dertig bijkomende personeelsleden. »

Art. 12. Artikel 165 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 165. De eerste voorzitter kan een kabinetssecretaris kiezen uit de griffiers of het griffiepersoneel op advies van de hoofdgriffier. »

Art. 13. In artikel 167 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « klerken-griffiers » vervangen door het woord « adjunct-griffiers ».

Art. 14. Artikel 168 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 168. De eerste voorzitter kan een kabinetssecretaris kiezen uit de griffiers of het griffiepersoneel op advies van de hoofdgriffier. »

Art. 15. Artikel 169 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 169. De adjunct-griffiers die ten minste twaalf jaar dienst hebben in de griffie van een vreedegerecht, van een politierechtbank, van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank, van een rechtbank van koophandel, van een hof van beroep, van een arbeidshof

cassation, sont nommés par le Roi greffiers adjoints principaux, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon ».

Il sera tenu compte des années de fonction exercées dans un greffe, un parquet ou un secrétariat de parquet dans un grade équivalent ou inférieur. »

Art. 16. L'article 170 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 170. Le greffier accomplit les tâches du greffe et assiste, en qualité de greffier, le juge dans tous les actes de son ministère.

Cette règle ne reçoit exception que si, en raison de l'urgence, sa présence n'a pu être requise. »

Art. 17. L'article 171 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 171. Il y a un greffe à la Cour de cassation, à la cour d'appel, à la cour du travail, au tribunal de première instance, au tribunal du travail, au tribunal de commerce, à la justice de paix et au tribunal de police.

Le greffe est tenu par le greffier en chef.

Les greffiers exercent une fonction judiciaire et accomplissent leurs tâches au greffe. »

Art. 18. L'article 172 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 172. Le greffier en chef dirige le greffe et distribue les tâches de greffe et les tâches administratives et désigne les greffiers qui assisteront le juge. »

Art. 19. L'article 173 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 173. Les tâches du greffier sont les suivantes :

- il assure l'accès du greffe au public;
- il tient la comptabilité du greffe;
- il passe les actes dont il est chargé, garde les minutes, les registres et tous les actes afférents à la juridiction près laquelle il est établi et il en délivre des expéditions, des extraits ou des copies;
- il conserve la documentation législative, jurisprudentielle et doctrinale à l'usage des juges;
- il établit les tables, les statistiques et les autres documents dont il a la charge en application de la loi ou des arrêtés; il tient les registres et les répertoires;
- il assure la conservation des valeurs, documents et objets déposés au greffe en vertu de la loi.

Le greffier assiste le juge :

- il prépare les tâches de celui-ci;
- il est présent à l'audience;
- il dresse le procès-verbal des instances et des décisions;
- il donne acte des différentes formalités dont l'accomplissement doit être constaté et leur confère l'authenticité;
- il élabore les dossiers de procédure et veille, dans le cadre de ses compétences, au respect des règles y relatives.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article. »

Art. 20. A l'article 175 du même Code, les mots « ou le greffier-chef de greffe » sont supprimés.

Art. 21. Il est inséré dans la deuxième partie, livre 1^{er}, du même Code un titre IIIbis rédigé comme suit :

« Titre IIIbis. Des conseillers en médiation et des assistants de médiation.

Art. 176bis. Il y a dans chaque parquet de cour d'appel un ou plusieurs conseillers en médiation nommés par le Roi. Le Roi en détermine le nombre selon les nécessités du service. Ils exercent leurs fonctions sous la direction et la surveillance du procureur général ou du magistrat qu'il désigne à cet effet.

Le conseiller en médiation assiste le procureur général dans l'élaboration d'une politique criminelle en médiation pénale. Il est fait appel à lui pour l'évaluation, la coordination, la supervision de l'application de la médiation pénale dans les différents parquets du ressort du

of van het Hof van Cassatie, worden door de Koning tot eerstaanwezende adjunct-griffier benoemd, voor zover zij bij hun beoordeling bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen.

De dienstjaren uitgeoefend in een griffie, een parket of een parketsecretariaat in een gelijkwaardige of een lagere graad komen in aanmerking. »

Art. 16. Artikel 170 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 170. De griffier vervult de griffietaken en staat de rechter bij als griffier in alle verrichtingen van diens ambt.

Op deze regel wordt slechts een uitzondering gemaakt wanneer om dringende redenen zijn tegenwoordigheid niet kon worden gevorderd. »

Art. 17. Artikel 171 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 171. In het Hof van Cassatie, het hof van beroep, het arbeidshof, de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank, de rechtbank van koophandel, het vredegerecht en de politierechtbank is er een griffie.

De griffie wordt gehouden door de hoofdgriffier.

De griffiers oefenen een gerechtelijke functie uit en vervullen hun taken in de griffie. »

Art. 18. Artikel 172 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 172. De hoofdgriffier leidt de griffie en verdeelt de griffietaken en de administratieve taken en wijst de griffiers aan die de rechter bijstaan. »

Art. 19. Artikel 173 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 173. Tot de taken van de griffier behoren :

- hij stelt de griffie voor het publiek toegankelijk;
- hij voert de boekhouding van de griffie;
- hij verlijdt de akten waarmee hij belast is, bewaart de minuten, registers en alle akten van het gerecht waarbij hij is aangesteld en geeft daarvan uitgiften, uittreksels of afschriften af;
- hij bewaart de rechtsdocumentatie inzake wetgeving, rechtpraak en rechtsleer ten behoeve van de rechters;
- hij maakt de tabellen, statistieken en andere documenten op, waarmee hij bij wet of besluit belast is; hij houdt de registers en repertoria bij;
- hij staat in voor de bewaring van de waarden, documenten en voorwerpen die krachtens de wet ter griffie zijn neergelegd.

De griffier verleent bijstand aan de rechter :

- hij bereidt de taken van de rechter voor;
- hij is aanwezig op de terechtzitting;
- hij notuleert het verloop van de rechtszaken en de uitspraken;
- hij geeft akte van de verschillende formaliteiten waarvan de vervulling moet worden vastgesteld en verleent er authenticiteit aan;
- hij stelt de dossiers van de rechtspleging op en ziet, in het kader van zijn bevoegdheid, toe op de naleving van de reglementering te zake.

De Koning stelt nadere regels voor de toepassing van dit artikel. »

Art. 20. In artikel 175 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « of de griffier-hoofd van de griffie » geschrapt.

Art. 21. In deel II, boek I, van hetzelfde Wetboek wordt een titel IIIbis ingevoegd, luidende :

« Titel IIIbis. Bemiddelingsadviseurs en -assistenten

Art. 176bis. Aan ieder parket bij het hof van beroep zijn een of meer bemiddelingsadviseurs verbonden, die de Koning benoemt. De Koning bepaalt hun aantal naar de behoeften van de dienst. Zij staan onder leiding en toezicht van de procureur-generaal of van de magistraat die hij daartoe aanstelt.

Bij het uitwerken van een strafrechtelijk beleid voor de bemiddeling in strafzaken staat de bemiddelingsadviseur de procureur-generaal bij. Hij wordt ingeschakeld voor de evaluatie, de coördinatie en het toezicht op de toepassing van de bemiddeling in strafzaken in de verscheidene

procureur général. Il assiste les assistants de médiation dans les questions générales et particulières que pose l'exécution de leurs missions.

Art. 176ter. Il y a dans chaque parquet du procureur du Roi un ou plusieurs assistants de médiation, nommés par le ministre de la Justice. Le Roi en détermine le nombre selon les nécessités du service. Ils exercent leurs fonctions sous la direction et la surveillance du procureur du Roi ou du magistrat qu'il désigne à cet effet.

L'assistant de médiation assiste le procureur du Roi dans l'élaboration de la médiation pénale. Il est fait appel à l'assistant de médiation dans les différentes phases de la médiation pénale et plus spécifiquement dans son élaboration concrète. Il effectue sa mission en collaboration étroite avec le procureur du Roi et sous sa surveillance.

Art. 176quater. Les assistants de médiation qui comptent au moins dix-huit années d'ancienneté de grade sont nommés par le ministre de la Justice assistants de médiation principaux, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon ».

Art. 22. A l'article 177 du même Code, les mots « , sur l'avis du juge de paix ou du juge au tribunal de police et du greffier-chef de greffe » sont supprimés.

Art. 23. A l'article 178 du même Code, les mots « , sur l'avis du président et du greffier en chef » sont supprimés.

Art. 24. A l'article 179 du même Code, les mots « , sur l'avis du premier président et du greffier en chef » sont supprimés.

Art. 25. A l'article 180 du même Code, les mots « Le ministre de la Justice prend au préalable l'avis du premier président et du greffier en chef. » sont supprimés.

Art. 26. L'article 181 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 181. Les rédacteurs, les employés et les messagers en fonction depuis douze ans au moins dans un greffe d'une justice de paix, d'un tribunal de police, d'un tribunal de première instance, d'un tribunal du travail, d'un tribunal de commerce, d'une cour d'appel, d'une cour du travail ou de la Cour de cassation, sont nommés par le ministre de la Justice, respectivement, rédacteurs principaux, employés principaux et messagers principaux, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon ».

Il sera tenu compte des années de fonction exercées dans un greffe ou un secrétariat de parquet dans un grade équivalent ou inférieur. »

Art. 27. L'article 182 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 182. Il y a, dans chaque parquet, un secrétariat, qui est placé sous la direction d'un secrétaire en chef.

Le secrétaire en chef est nommé par le Roi.

Le secrétaire en chef du parquet est chargé de la direction des services administratifs, sous la direction et la surveillance du procureur général, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail. Il distribue les tâches administratives entre les membres et le personnel du secrétariat.

Le secrétaire en chef peut être assisté d'un ou plusieurs secrétaires et de secrétaires adjoints nommés par le Roi. Leur nombre est déterminé par le Roi, suivant les besoins du service.

Le secrétaire assiste le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail. Il signe les documents inhérents à sa fonction, et ceux que le chef du parquet lui donne mission de signer. Il assiste les magistrats dans des travaux de documentation et de recherche, dans la constitution des dossiers, et dans toutes tâches, à l'exception de celles qui sont expressément réservées aux magistrats. Il garde les registres, les archives et les documents du parquet.

Le procureur général, le procureur du Roi et l'auditeur du travail près une juridiction dont le ressort compte une population de plus de cinq cent mille habitants, peuvent choisir un secrétaire de cabinet parmi les membres ou le personnel du secrétariat, sur l'avis du secrétaire en chef.

Un à trois secrétaires-chefs de service peuvent être désignés au parquet. Ils participent, sous l'autorité du secrétaire en chef, à la direction du secrétariat. Si dans un parquet plus de cent membres du personnel exercent un emploi à temps plein, le nombre de secrétaires-chefs de service est augmenté d'une unité par groupe de trente membres du personnel supplémentaires.

parketten van het ambtsgebied van de procureur-generaal. Hij staat de bemiddelingsassistenten bij met betrekking tot de algemene en bijzondere problemen die rijzen bij de uitvoering van hun taken.

Art. 176ter. Aan ieder parket van de procureur des Konings zijn een of meer bemiddelingsassistenten verbonden, die de minister van Justitie benoemt. De Koning bepaalt hun aantal naar de behoeften van de dienst. Zij staan onder leiding en toezicht van de procureur des Konings of van de magistraat die hij daartoe aanstelt.

Bij het uitwerken van de bemiddeling in strafzaken staat de bemiddelingsassistent de procureur des Konings bij. Hij wordt ingeschakeld in de verschillende fasen van de bemiddeling in strafzaken en meer bepaald de concrete uitwerking ervan. Hij voert zijn opdracht uit in nauwe samenwerking met en onder toezicht van de procureur des Konings.

Art. 176quater. Bemiddelingsassistenten die ten minste achttien jaar graadanciënniteit tellen, worden door de minister van Justitie tot eerstaanwendend bemiddelingsassistent benoemd, voor zover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen. »

Art. 22. In artikel 177 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « op advies van de vrederechter of van de rechter in de politierechtbank en van de griffier-hoofd van de griffie » geschrapt.

Art. 23. In artikel 178 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « op advies van de voorzitter en van de hoofdgriffier » geschrapt.

Art. 24. In artikel 179 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « op advies van de eerste voorzitter en van de hoofdgriffier » geschrapt.

Art. 25. In artikel 180 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « Deze wint vooraf het advies in van de eerste voorzitter en van de hoofdgriffier. » geschrapt.

Art. 26. Artikel 181 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 181. De opstellers, beambten en boden die ten minste twaalf jaar dienst hebben in de griffie van een vrederechter, van een politierechtbank, van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank, van een rechtbank van koophandel, van een hof van beroep, van een arbeidshof of van het Hof van Cassatie, worden door de minister van Justitie respectievelijk tot eerstaanwendend opsteller, eerstaanwendend beampte en eerstaanwendend bode benoemd, voor zover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen.

De dienstjaren uitgeoefend in een griffie of een parketsecretariaat in een gelijkwaardige of een lagere graad komen in aanmerking.

Art. 27. Artikel 182 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 182. Aan ieder parket is een secretariaat verbonden, onder de leiding van een hoofdsecretaris.

De hoofdsecretaris wordt door de Koning benoemd.

De hoofdsecretaris van het parket is belast met de leiding van de administratieve diensten en staat daarbij onder leiding en toezicht van de procureur-generaal, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur. Hij verdeelt de administratieve taken onder de leden en het personeel van het secretariaat.

De hoofdsecretaris kan worden bijgestaan door een of meer secretarissen en door adjunct-secretarissen, die de Koning benoemt. Hun aantal wordt door de Koning bepaald naar de behoeften van de dienst.

De secretaris staat de procureur-generaal, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur bij. Hij ondertekent de documenten die eigen zijn aan zijn functie en die welke hij in opdracht van het hoofd van het parket moet ondertekenen. Hij verleent bijstand aan de magistraten voor documentatie- en opzoekingswerk, voor het samenstellen van de dossiers en voor alle taken, met uitzondering van die welke uitdrukkelijk aan de magistraten zijn voorbehouden. Hij bewaart de registers, het archief en de documenten van het parket.

De procureur-generaal, de procureur des Konings en de arbeidsauditeur bij een gerecht waarvan het rechtsgebied meer dan vijfhonderd-duizend inwoners telt, kunnen een kabinetssecretaris kiezen uit de leden of het personeel van het secretariaat op advies van de hoofdsecretaris.

Bij een parket kunnen één tot drie secretarissen-hoofden van dienst worden aangewezen die, onder het gezag van de hoofdsecretaris, deelnemen aan de leiding van het secretariaat. Ingeval in een parket meer dan honderd personeelsleden met volledige betrekking werkzaam zijn, kan het aantal secretarissen-hoofden van dienst worden opgetrokken met één eenheid per dertig bijkomende personeelsleden.

Le Roi en détermine le nombre et les désigne pour un terme de trois ans, parmi les secrétaires, sur la présentation du procureur général, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail et du secrétaire en chef du parquet.

Cette désignation peut être renouvelée et chaque fois pour une durée de trois ans; après neuf ans de fonction, ils sont nommés à titre définitif. »

Art. 28. Un article 182bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 182bis. Les secrétaires adjoints en fonction depuis douze ans au moins, sont nommés par le Roi secrétaires adjoints principaux, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon ».

Il sera tenu compte des années de fonctions exercées dans un parquet, un secrétariat de parquet ou un greffe, dans un grade équivalent ou inférieur. »

Art. 29. L'article 183 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 183. Il peut y avoir au secrétariat du parquet des traducteurs, des rédacteurs, des employés et des messagers. Il sont nommés par le ministre de la Justice. Le nombre des traducteurs, des rédacteurs et des employés est déterminé par le Roi; celui des messagers par le ministre de la Justice ou, selon le cas, par le ministre qui a le Travail dans ses attributions. »

Art. 30. L'article 184 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 184. Les traducteurs, rédacteurs, employés et messagers en fonction depuis douze ans au moins dans un secrétariat de parquet, sont nommés par le ministre de la Justice, respectivement, traducteurs principaux, rédacteurs principaux, employés principaux et messagers principaux, pour autant que leur évaluation, visée à l'article 287ter, porte la mention « très bon ».

Il sera tenu compte des années de fonctions exercées dans un secrétariat de parquet ou un greffe, dans un grade équivalent ou inférieur. »

Art. 31. A l'article 185 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Les examens de recrutement pour les grades de qualification particulière sont organisés par le Roi, sous forme de concours, devant un jury institué par le ministre de la Justice. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En outre, le ministre de la Justice ou, selon le cas, le ministre du Travail ou l'autorité à qui ils délèguent ce pouvoir peuvent, en cas d'urgence, engager du personnel sous les liens d'un contrat de travail. Ce personnel est choisi parmi les lauréats d'un concours ou d'un examen organisés en vertu du présent Code, ou, à défaut de candidats, parmi les lauréats d'un test de sélection organisé par le ministre de la Justice ou par un service de l'Etat. »

Art. 32. A l'article 260 du même Code, les mots « greffiers-chefs de greffe » sont supprimés et le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints ».

Art. 33. L'article 261 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 261. Les greffiers-chefs de service au greffe d'un tribunal sont nommés par le Roi parmi les greffiers au tribunal, sur présentation du président du tribunal ou, le cas échéant, du juge de police le plus ancien, et du greffier en chef.

Les greffiers-chefs de service au greffe de la Cour de cassation, de la cour d'appel ou de la cour du travail sont nommés par le Roi parmi les greffiers à la cour, sur présentation du premier président et du greffier en chef.

Ils sont désignés pour un terme de trois ans. Cette désignation peut être renouvelée chaque fois pour une durée de trois ans; après neuf ans de fonction, ils sont nommés à titre définitif. »

Art. 34. A l'article 262 du même Code, le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints » et les mots « ou le greffier-chef de greffe » sont supprimés.

De Koning bepaalt hun aantal en wijst hen voor drie jaar aan uit de secretarissen, op voordracht van de procureur-generaal, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur en van de hoofdsecretaris van het parket.

Die aanwijzing kan telkens voor drie jaar worden vernieuwd; na negen jaar ambtsvervulling worden zij vast benoemd. »

Art. 28. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 182bis ingevoegd, luidende :

« Art. 182bis. Adjunct-secretarissen die ten minste twaalf jaar dienst hebben, worden door de Koning tot eersaanwezend adjunct-secretaris benoemd, voor zover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen.

De dienstjaren uitgeoefend in een parket, een parketsecretariaat of een griffie in een gelijkwaardige of een lagere graad komen in aanmerking. »

Art. 29. Artikel 183 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 183. Aan een parketsecretariaat kunnen vertalers, opstellers, beambten en boden verbonden worden. Zij worden door de minister van Justitie benoemd. Het aantal vertalers, opstellers en beambten wordt bepaald door de Koning, het aantal boden door de minister van Justitie of, naar gelang van het geval, door de minister die bevoegd is voor de Arbeid. »

Art. 30. Artikel 184 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 184. Vertalers, opstellers, beambten en boden die ten minste twaalf jaar dienst hebben in een parketsecretariaat, worden door de minister van Justitie respectievelijk tot eersaanwezend vertaler, eersaanwezend opsteller, eersaanwezend beampte en eersaanwezend bodde benoemd, voor zover zij bij hun beoordeling, bedoeld in artikel 287ter, de vermelding « zeer goed » hebben gekregen.

De dienstjaren uitgeoefend in een parketsecretariaat of een griffie in een gelijkwaardige of een lagere graad komen in aanmerking. »

Art. 31. In artikel 185 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« De wervingsexamens voor de bijzondere graden zijn vergelijkend en worden door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. »

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bovendien kan de minister van Justitie of, naar gelang van het geval, de minister van Arbeid of de overheid aan wie zij die bevoegdheid overdragen, om dringende redenen personeel aanwerven op grond van een arbeidsovereenkomst. In aanmerking voor deze aanwervingen komen alleen de geslaagden van een vergelijkend examen of een examen georganiseerd krachtens dit Wetboek, of, bij ontstentenis van kandidaten, van een selectietest georganiseerd door de minister van Justitie of door een dienst van de Staat. »

Art. 32. In artikel 260 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « griffiers-hoofden van de griffie » geschrapt en het woord « klerken-griffiers » vervangen door het woord « adjunct-griffiers ».

Art. 33. Artikel 261 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 261. De griffiers-hoofden van dienst bij de griffie van een rechtbank worden door de Koning benoemd uit de griffiers bij de rechtbank, op voordracht van de voorzitter van de rechtbank of, in voorkomend geval, van de oudstbenoemde politierechter, en van de hoofdgriffier.

De griffiers-hoofden van dienst bij de griffie van het Hof van Cassatie, van een hof van beroep of van een arbeidshof worden door de Koning benoemd uit de griffiers bij het hof, op voordracht van de eerste voorzitter en van de hoofdgriffier.

Zij worden aangewezen voor drie jaar. Deze aanwijzing kan telkens voor drie jaar worden vernieuwd; na negen jaar ambtsvervulling worden zij vast benoemd. »

Art. 34. In artikel 262 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « klerken-griffiers » vervangen door het woord « adjunct-griffiers » en worden de woorden « of de griffier-hoofd van de griffie » geschrapt.

Art. 35. L'article 263 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 263. § 1^{er}. Pour pouvoir être nommé greffier en chef de la justice de paix ou du tribunal de police, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant cinq ans au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier, et, en outre, avoir exercé soit les fonctions de greffier pendant cinq ans au moins, soit les fonctions de greffier adjoint dans une cour, un tribunal, une justice de paix ou un tribunal de police pendant dix ans au moins.

§ 2. Pour pouvoir être nommé greffier à la justice de paix ou au tribunal de police, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant un an au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier et, en outre, soit être au moins greffier adjoint à une cour, un tribunal, une justice de paix ou un tribunal de police, soit avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de rédacteur ou d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police. »

Art. 36. L'article 264 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 264. Pour pouvoir être nommé greffier en chef du tribunal de première instance, du tribunal du travail ou du tribunal de commerce, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant cinq ans au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier, et, en outre, soit avoir exercé pendant dix ans au moins les fonctions de greffier ou de greffier adjoint dans une cour, un tribunal de première instance, un tribunal du travail ou un tribunal de commerce, soit être greffier en chef d'une justice de paix ou d'un tribunal de police. »

Art. 37. L'article 265 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 265. Pour pouvoir être nommé greffier au tribunal de première instance, au tribunal du travail ou au tribunal de commerce, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant un an au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier et, en outre, soit être au moins greffier adjoint à une cour, un tribunal, une justice de paix ou un tribunal de police, soit avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de rédacteur ou d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police. »

Art. 38. L'article 266 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 266. Pour pouvoir être nommé greffier en chef de la cour d'appel ou de la cour du travail, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir, pendant cinq ans au moins, exercé des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier et, en outre, soit avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de greffier dans une cour d'appel ou une cour du travail, soit être greffier en chef d'un tribunal de première instance, d'un tribunal du travail ou d'un tribunal de commerce. »

Art. 35. Artikel 263 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 263. § 1. Om tot hoofdgriffier van een vredegerecht of van een politierechtbank te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfendertig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vredegerecht of van een politierechtbank hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ofwel ten minste vijf jaar het ambt van griffier, ofwel ten minste tien jaar het ambt van adjunct-griffier hebben uitgeoefend bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een politierechtbank.

§ 2. Om tot griffier bij een vredegerecht of bij een politierechtbank te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfentwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vredegerecht of van een politierechtbank hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ofwel ten minste adjunct-griffier zijn bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een politierechtbank, ofwel ten minste vijf jaar het ambt van opsteller of van beambte hebben uitgeoefend bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vredegerecht of van een politierechtbank. »

Art. 36. Artikel 264 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 264. Om tot hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank of van een rechtbank van koophandel te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfendertig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vredegerecht of van een politierechtbank hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ofwel ten minste tien jaar het ambt van griffier of van adjunct-griffier hebben uitgeoefend bij een hof, een rechtbank van eerste aanleg, een arbeidsrechtbank of een rechtbank van koophandel, ofwel hoofdgriffier zijn van een vredegerecht of van een politierechtbank. »

Art. 37. Artikel 265 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 265. Om tot griffier bij een rechtbank van eerste aanleg, bij een arbeidsrechtbank of bij een rechtbank van koophandel te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfentwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vredegerecht of van een politierechtbank hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ofwel ten minste adjunct-griffier zijn bij een hof, een rechtbank, een vredegerecht of een politierechtbank, ofwel ten minste vijf jaar het ambt van opsteller of van beambte hebben uitgeoefend bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vredegerecht of van een politierechtbank. »

Art. 38. Artikel 266 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 266. Om tot hoofdgriffier van een hof van beroep of van een arbeidshof te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfendertig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ofwel ten minste vijf jaar het ambt van griffier bij een hof van beroep of een arbeidshof hebben uitgeoefend, ofwel hoofdgriffier zijn van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank of van een rechtbank van koophandel. »

Art. 39. L'article 267 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 267. Pour pouvoir être nommé greffier à la cour d'appel ou à la cour du travail, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir, pendant un an au moins, exercé des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier et, en outre, avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions soit de greffier dans un tribunal, une justice de paix ou un tribunal de police, soit de greffier adjoint dans une cour. »

Art. 40. L'article 268 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 268. Pour pouvoir être nommé greffier en chef de la Cour de cassation, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;

2° être licencié en droit et avoir, pendant cinq ans au moins, exercé des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour. »

Art. 41. L'article 269 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 269. Pour pouvoir être nommé greffier à la Cour de cassation, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir, pendant un an au moins, exercé des fonctions au moins égales à celles d'employé au greffe d'une cour;

b) ou être porteur du certificat de candidat-greffier et, en outre, avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions soit de greffier dans une cour, soit de greffier adjoint à la Cour de cassation ou d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation. »

Art. 42. L'article 269bis du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 269bis. Pour pouvoir être nommé greffier adjoint à une juridiction, le candidat doit :

1° être âgé de vingt et un ans accomplis;

2° a) être licencié en droit;

b) ou être porteur d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux fonctions de niveau 1 dans les administrations de l'Etat ainsi que du certificat de candidat-greffier;

c) ou être porteur d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux fonctions de niveau 2 dans les administrations de l'Etat ainsi que du certificat de candidat-greffier, et en outre avoir exercé pendant trois ans au moins les fonctions de rédacteur ou d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet.

La nomination en qualité de greffier adjoint d'une personne remplissant les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, a) ou b), qui n'a pas exercé antérieurement, pendant un an au moins, des fonctions au moins égales à celles d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet, ne devient définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonctions.

Le Roi peut, au cours de cette année, sur l'avis, selon le cas, du premier président, du président, du juge de paix ou du juge au tribunal de police, que le greffier en chef transmet directement au ministre de la Justice en y joignant le sien, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire.

Le greffier adjoint nommé à titre provisoire est soumis au statut établi par le Roi. »

Art. 43. Un article 269ter est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 269ter. Le Roi organise l'examen en vue de la délivrance du certificat de candidat-greffier visé aux articles 263, 264, 265, 266, 267, 269 et 269bis. Seules peuvent participer à cet examen les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de diplôme et d'ancienneté fixées à l'article 269bis, alinéa 1^{er}, 2^o, b) ou c). »

Art. 39. Artikel 267 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 267. Om tot griffier bij een hof van beroep of bij een arbeidshof te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijftientwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof, van een rechtbank, van een vrederegerecht of van een politierechtbank hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ten minste vijf jaar ofwel het ambt hebben uitgeoefend van griffier bij een rechtbank, een vrederegerecht of een politierechtbank, ofwel van adjunct-griffier bij een hof. »

Art. 40. Artikel 268 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 268. Om tot hoofdgriffier van het Hof van Cassatie te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfendertig jaar oud zijn;

2° licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof hebben uitgeoefend. »

Art. 41. Artikel 269 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 269. Om tot griffier bij het Hof van Cassatie te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijftientwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij de griffie van een hof hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ten minste vijf jaar ofwel het ambt van griffier bij een hof hebben uitgeoefend, ofwel van adjunct-griffier bij het Hof van Cassatie of van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie. »

Art. 42. Artikel 269bis van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 269bis. Om tot adjunct-griffier bij een gerecht te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle eenentwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn;

b) of houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 1 bij de Rijksbesturen, alsmede van het getuigschrift van kandidaat-griffier;

c) of houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 2 bij de Rijksbesturen, alsmede van het getuigschrift van kandidaat-griffier en daarenboven ten minste drie jaar het ambt van opsteller of beambte hebben uitgeoefend bij een griffie of een parketsecretariaat.

De benoeming tot adjunct-griffier van een persoon die voldoet aan de in het eerste lid, 2^o, a) of b) bepaalde benoemingsvoorwaarden, die voordien niet ten minste één jaar een ambt ten minste gelijk aan dat van beambte bij een griffie of een parketsecretariaat heeft uitgeoefend, wordt eerst vast na één jaar ambtsvervulling.

Tijdens dat jaar kan de Koning aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op advies, naar gelang van het geval, van de eerste voorzitter, van de voorzitter, van de vrederechter of van de rechter in de politierechtbank, dat aan de minister van Justitie rechtstreeks wordt overgezonden door de hoofdgriffier die er het zijne aan toevoegt.

Het door de Koning vastgesteld statuut is van toepassing op de voorlopig benoemde adjunct-griffier. »

Art. 43. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 269ter ingevoegd, luidende :

« Art. 269ter. De Koning organiseert het examen met het oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-griffier bedoeld in de artikelen 263, 264, 265, 266, 267, 269 en 269bis. Aan dat examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in artikel 269bis, eerste lid, 2^o, b) of c), bepaalde benoemingsvoorwaarden inzake diploma en anciënniteit. »

Art. 44. L'article 270 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 270. Pour pouvoir être nommé rédacteur au greffe d'une juridiction, le candidat doit :

1° être porteur d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux fonctions de niveau 2 dans les administrations de l'Etat;

2° être nommé à titre définitif et avoir exercé les fonctions d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet pendant deux ans au moins;

3° avoir réussi un examen organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. Seules peuvent participer à cet examen les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de nomination fixés aux 1° et 2°. Les licenciés en droit et les porteurs du certificat de candidat-greffier ou de candidat-secrétaire sont dispensés de l'examen. »

Art. 45. A l'article 271 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les 2°, 3° et 4° sont remplacés par la disposition suivante :

« 2° avoir réussi un concours organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. Les licenciés en droit et les porteurs du certificat de candidat-greffier ou de candidat-secrétaire sont dispensés du concours. »

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Les ministres ayant le Travail et la Justice dans leurs attributions, en ce qui concerne les cours et tribunaux du travail, le ministre de la Justice, en ce qui concerne la Cour de cassation et les autres cours et tribunaux, peuvent, au cours de cette année, sur l'avis du greffier en chef, que celui-ci transmet directement au ministre compétent, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire. »

Art. 46. L'article 272, premier alinéa, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° avoir réussi un concours organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. »

Art. 47. Il est inséré dans la deuxième partie, livre I^{er}, titre VI, du même Code un chapitre VIIbis rédigé comme suit :

« Chapitre VIIbis. — Des conseillers en médiation et des assistants de médiation

Art. 272bis. Pour pouvoir être nommé conseiller en médiation au parquet de la cour d'appel, le candidat doit :

1° a) être porteur d'un diplôme de licencié en droit, en criminologie, en psychologie ou en pédagogie délivré par une université ou d'un diplôme universitaire de licencié reconnu équivalent par le Roi;

b) ou être nommé à titre définitif et avoir exercé les fonctions d'assistant de médiation au parquet du procureur du Roi pendant trois ans au moins;

2° avoir réussi un examen organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. Seules peuvent participer à cet examen les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de nomination fixées au 1°.

La nomination en qualité de conseiller en médiation d'une personne qui n'a pas exercé antérieurement, pendant un an au moins, des fonctions d'assistant de médiation au parquet du Procureur du Roi ne devient définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonctions.

Le Roi peut, au cours de cette année, sur l'avis du procureur général, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire.

Le conseiller en médiation nommé à titre provisoire est soumis au statut établi par le Roi.

Art. 44. Artikel 270 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 270. Om tot opsteller bij de griffie van een gerecht te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 2 bij de Rijksbesturen;

2° vast benoemd zijn en gedurende ten minste twee jaar het ambt van beambte hebben uitgeoefend bij een griffie of een parketsecretariaat;

3° geslaagd zijn voor een examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. Aan dat examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in het 1° en het 2° bepaalde benoemingsvoorwaarden. Licentiaten in de rechten en houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris zijn van het examen vrijgesteld. »

Art. 45. In artikel 271 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden het 2°, het 3° en het 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° geslaagd zijn voor een vergelijkend examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. Licentiaten in de rechten en houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris zijn van het vergelijkend examen vrijgesteld. »

2° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Tijdens dat jaar kunnen de ministers die bevoegd zijn voor de Arbeid en de Justitie, wat de arbeidshoven en de arbeidsrechtbanken betreft, en de minister van Justitie, wat het Hof van Cassatie en de andere hoven en rechtbanken betreft, aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op advies van de hoofdgriffier, die het rechtstreeks aan de bevoegde minister verzendt. »

Art. 46. Artikel 272, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° geslaagd zijn voor een vergelijkend examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. »

Art. 47. In deel II, boek 1, titel VI, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VIIbis ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk VIIbis. — Bemiddelingsadviseurs en -assistenten

Art. 272bis. Om tot bemiddelingsadviseur bij het parket van het hof van beroep te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° a) houder zijn van een diploma van licentiaat in de rechten, in de criminologie, in de psychologie of in de pedagogie uitgereikt door een universiteit of van een door de Koning gelijkgesteld universitair diploma van licentiaat;

b) of vast benoemd zijn en gedurende ten minste drie jaar het ambt van bemiddelingsassistent hebben uitgeoefend bij het parket van de procureur des Konings;

2° geslaagd zijn voor een examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. Aan dat examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in het 1° bepaalde benoemingsvoorwaarden.

De benoeming tot bemiddelingsadviseur van een persoon die voordien niet ten minste één jaar het ambt van bemiddelingsassistent bij het parket van de procureur des Konings heeft uitgeoefend, wordt eerst vast na één jaar ambtsvervulling.

Tijdens dat jaar kan de Koning op advies van de procureur-generaal een einde maken aan het voorlopig uitgeoefende ambt.

Het door de Koning vastgesteld statuut is van toepassing op de voorlopig benoemde bemiddelingsadviseur.

Art. 272ter. Pour pouvoir être nommé assistant de médiation au parquet du procureur du Roi, le candidat doit :

1° être âgé de vingt et un ans accomplis;
2° être porteur d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier social, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par les Communautés ou par un jury d'examen constitué par les autorités compétentes ou d'un diplôme reconnu équivalent par le Roi;

3° avoir réussi un concours organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. Seules peuvent participer à ce concours les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent la condition de nomination fixée au 2°.

La nomination d'un assistant de médiation n'est définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonctions.

Le ministre de la Justice peut, au cours de cette année, sur l'avis du procureur du Roi, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire.

L'assistant de médiation nommé à titre provisoire est soumis au statut établi par le Roi. »

Art. 48. A l'article 273 du même Code, les mots « secrétaires adjoints », « commis-secrétaires » et « secrétaire » sont remplacés respectivement par les mots « secrétaires », « secrétaires adjoints » et « secrétaire en chef ».

Art. 49. L'article 274 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 274. Pour pouvoir être nommé secrétaire en chef du parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;
2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant cinq ans au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au secrétariat du parquet;

b) ou être porteur du certificat de candidat-secrétaire et, en outre, avoir exercé pendant dix ans au moins les fonctions de secrétaire ou de secrétaire adjoint au parquet ou à l'auditorat. »

Art. 50. L'article 275 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 275. Pour pouvoir être nommé secrétaire au parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;
2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant un an au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé dans un secrétariat de parquet;

b) ou être porteur du certificat de candidat-secrétaire et, en outre, soit être secrétaire adjoint dans un parquet ou un auditorat, soit avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de traducteur, de rédacteur ou d'employé dans un secrétariat de parquet ou d'auditorat. »

Art. 51. L'article 276 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 276. Pour pouvoir être nommé secrétaire en chef du parquet d'une cour d'appel ou d'une cour du travail, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;
2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant cinq ans au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au secrétariat du parquet d'une cour;

b) ou être porteur du certificat de candidat-secrétaire et, en outre, soit avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de secrétaire au parquet d'une cour, soit être secrétaire en chef du parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail. »

Art. 52. L'article 277 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 277. Pour pouvoir être nommé secrétaire au parquet d'une cour d'appel ou d'une cour du travail, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;
2° a) être licencié en droit et avoir pendant un an au moins exercé des fonctions au moins égales à celles d'employé dans un secrétariat de parquet;

Art. 272ter. Om tot bemiddelingsassistent bij het parket van de procureur des Konings te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle eenentwintig jaar oud zijn;
2° houder zijn van een diploma van maatschappelijk assistent of van sociale verpleegkunde, uitgereikt door een door de Gemeenschappen opgerichte, gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling of door een van overheidswege samengestelde examencommissie, of van een door de Koning gelijkgesteld diploma;

3° geslaagd zijn voor een vergelijkend examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. Aan dat vergelijkend examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in het 2° bepaalde benoemingsvoorwaarde.

De benoeming van een bemiddelingsassistent wordt eerst vast na één jaar ambtsvervulling.

Tijdens dat jaar kan de minister van Justitie aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op advies van de procureur des Konings.

Het door de Koning vastgesteld statuut is van toepassing op de voorlopig benoemde bemiddelingsassistent. »

Art. 48. In artikel 273 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « adjunct-secretarissen », « klerken-secretarissen » en « secretaris » vervangen respectievelijk door de woorden « secretarissen », « adjunct-secretarissen » en « hoofdsecretaris ».

Art. 49. Artikel 274 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 274. Om tot hoofdsecretaris van het parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijftig jaar oud zijn;
2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij het parketsecretariaat hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ten minste tien jaar het ambt van secretaris of adjunct-secretaris bij het parket of het auditoraat hebben uitgeoefend. »

Art. 50. Artikel 275 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 275. Om tot secretaris bij het parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijftig jaar oud zijn;
2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij het parketsecretariaat hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ofwel adjunct-secretaris zijn bij een parket of auditoraat, ofwel ten minste vijf jaar het ambt van vertaler, opsteller of beambte hebben uitgeoefend bij een secretariaat van het parket of van het auditoraat. »

Art. 51. Artikel 276 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 276. Om tot hoofdsecretaris van het parket van een hof van beroep of van een arbeidshof te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijftig jaar oud zijn;
2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij het parketsecretariaat van een hof hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ofwel ten minste vijf jaar het ambt van secretaris bij het parket van een hof hebben uitgeoefend, ofwel hoofdsecretaris zijn van het parket van de procureur des Konings of de arbeidsauditeur. »

Art. 52. Artikel 277 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 277. Om tot secretaris bij het parket van een hof van beroep of van een arbeidshof te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijftig jaar oud zijn;
2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij het parketsecretariaat hebben uitgeoefend;

b) ou être porteur du certificat de candidat-secrétaire et, en outre, avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions soit de secrétaire dans un parquet ou dans un audiorat, soit de secrétaire adjoint au parquet d'une cour. »

Art. 53. L'article 278 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 278. Pour pouvoir être nommé secrétaire en chef du parquet de la Cour de cassation, le candidat doit :

1° être âgé de trente-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir exercé pendant cinq ans au moins des fonctions au moins égales à celles d'employé au secrétariat du parquet d'une cour;

b) ou être porteur du certificat de candidat-secrétaire et, en outre, avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions de secrétaire au parquet de la Cour de cassation, soit être secrétaire en chef du parquet d'une cour. »

Art. 54. L'article 279 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 279. Pour pouvoir être nommé secrétaire au parquet de la Cour de cassation, le candidat doit :

1° être âgé de vingt-cinq ans accomplis;

2° a) être licencié en droit et avoir exercé, pendant un an au moins, des fonctions au moins égales à celles d'employé au secrétariat du parquet d'une cour;

b) ou être porteur du certificat de candidat-secrétaire et, en outre, avoir exercé pendant cinq ans au moins les fonctions soit de secrétaire au parquet d'une cour, soit de secrétaire adjoint au parquet de la Cour de cassation. »

Art. 55. L'article 280 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 280. Pour pouvoir être nommé secrétaire adjoint au parquet, le candidat doit :

1° être âgé de vingt et un ans accomplis;

2° a) être licencié en droit;

b) ou être porteur d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux fonctions de niveau 1 dans les administrations de l'Etat ainsi que du certificat de candidat-secrétaire;

c) ou être porteur d'un diplôme ou certificat pris en considération, pour l'admission aux fonctions de niveau 2 dans les administrations de l'Etat, ainsi que du certificat de candidat-secrétaire, et en outre avoir exercé pendant trois ans au moins les fonctions de rédacteur ou d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet.

La nomination en qualité de secrétaire adjoint d'une personne remplissant les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, a) ou b) qui n'a pas exercé antérieurement, pendant un an au moins, des fonctions au moins égales à celles d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet, ne devient définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonctions.

Le Roi peut, au cours de cette année, sur l'avis, selon le cas, du procureur général, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, que le secrétaire en chef transmet directement au ministre de la Justice en y joignant le sien, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire.

Le secrétaire adjoint nommé à titre provisoire est soumis au statut établi par le Roi. »

Art. 56. Un article 280bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 280bis. Le Roi organise l'examen en vue de la délivrance du certificat de candidat-secrétaire visé aux articles 274, 275, 276, 277, 278, 279 et 280. Seules peuvent participer à cet examen les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de diplôme et d'ancienneté fixées à l'article 280, alinéa 1^{er}, 2^o, b) ou c). »

Art. 57. Dans l'article 281, § 3, du même Code, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les examens visés aux §§ 1^{er} et 2 sont organisés par le Roi, sous forme de concours, devant un jury institué par le ministre de la Justice.

La nomination du traducteur, qui n'a pas exercé antérieurement pendant un an au moins des fonctions d'employé, n'est définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonctions.

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ten minste vijf jaar het ambt ofwel van secretaris bij een parket of een auditoraat hebben uitgeoefend, of wel van adjunct-secretaris bij het parket van een hof. »

Art. 53. Artikel 278 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 278. Om tot hoofdsecretaris van het parket van het Hof van Cassatie te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfendertig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste vijf jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij het parketsecretariaat van een hof hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ofwel vijf jaar het ambt van secretaris bij het parket van het Hof van Cassatie hebben uitgeoefend, ofwel hoofdsecretaris zijn van het parket van een hof. »

Art. 54. Artikel 279 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 279. Om tot secretaris bij het parket van het Hof van Cassatie te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle vijfentwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn en ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij het parketsecretariaat van een hof hebben uitgeoefend;

b) of houder zijn van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ten minste vijf jaar het ambt ofwel van secretaris bij het parket van een hof hebben uitgeoefend, ofwel van adjunct-secretaris bij het parket van het Hof van Cassatie. »

Art. 55. Artikel 280 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 280. Om tot adjunct-secretaris bij het parket te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° volle eenentwintig jaar oud zijn;

2° a) licentiaat in de rechten zijn;

b) of houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 1 bij de Rijksbesturen, alsmede van het getuigschrift van kandidaat-secretaris;

c) of houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 2 bij de Rijksbesturen, alsmede van het getuigschrift van kandidaat-secretaris en daarenboven ten minste drie jaar het ambt van opsteller of beambte hebben uitgeoefend bij een griffie of een parketsecretariaat.

De benoeming tot adjunct-secretaris van een persoon die voldoet aan de in het eerste lid, 2^o, a) of b) bepaalde benoemingsvoorwaarden, die voordien niet ten minste één jaar een ambt, ten minste gelijk aan dat van beambte bij een griffie of een parketsecretariaat heeft uitgeoefend, wordt eerst vast na één jaar ambtsvervulling.

Tijdens dat jaar kan de Koning aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op advies, naar gelang van het geval, van de procureur-generaal, van de procureur des Konings of van de arbeid-sauditeur, dat aan de minister van Justitie rechtstreeks wordt overgezonden door de hoofdsecretaris, die er het zijne aan toevoegt.

Het door de Koning vastgesteld statuut is van toepassing op de voorlopig benoemde adjunct-secretaris. »

Art. 56. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 280bis ingevoegd, luidende :

« Art. 280bis. De Koning organiseert het examen met het oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-secretaris bedoeld in de artikelen 274, 275, 276, 277, 278, 279 en 280. Aan dat examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in artikel 280, eerste lid, 2^o, b) of c) bepaalde benoemingsvoorwaarden inzake diploma en ancienniteit. »

Art. 57. In artikel 281, § 3, van hetzelfde Wetboek worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« De in de §§ 1 en 2 bedoelde examens zijn vergelijkend en worden door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie.

De benoeming van een vertaler die voordien niet ten minste één jaar als beambte werkzaam is geweest, wordt eerst vast na een jaar ambtsvervulling.

Le ministre de la Justice peut, au cours de cette année, sur l'avis du secrétaire en chef, que celui-ci lui transmet directement, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire. »

Art. 58. L'article 282 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 282. Pour pouvoir être nommé rédacteur au secrétariat d'un parquet, le candidat doit :

1° être porteur d'un diplôme ou certificat pris en considération, pour l'admission aux fonctions de niveau 2 dans les administrations de l'Etat;

2° être nommé à titre définitif et avoir exercé les fonctions d'employé dans un greffe ou un secrétariat de parquet pendant deux ans au moins;

3° avoir réussi un examen organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. Seules peuvent participer à cet examen les personnes qui, au moment de la clôture des inscriptions, remplissent les conditions de nomination fixées aux 1° et 2°. Les licenciés en droit et les porteurs du certificat de candidat-greffier ou de candidat-secrétaire sont dispensés de l'examen. »

Art. 59. A l'article 283 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les 2°, 3° et 4° sont remplacés par la disposition suivante :

« 2° avoir réussi un concours organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice. Les licenciés en droit et les porteurs du certificat de candidat-greffier ou de candidat-secrétaire sont dispensés du concours. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« La nomination d'un employé n'est définitive qu'après l'accomplissement d'une année de fonctions. »

Le ministre de la Justice peut, au cours de cette année, sur l'avis du secrétaire en chef que celui-ci lui transmet directement, mettre fin aux fonctions exercées à titre provisoire. »

Art. 60. L'article 284, premier alinéa, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° avoir réussi un concours organisé par le Roi, devant un jury institué par le ministre de la Justice »

Art. 61. L'article 284bis du même Code est abrogé.

Art. 62. L'article 285, alinéa 3, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« L'examen visé à l'alinéa 2, 3°, est organisé par le Roi, sous forme de concours, devant un jury institué par le ministre de la Justice. »

Art. 63. Un article 285bis est inséré dans le chapitre X du titre VI du livre 1^{er} de la deuxième partie du même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 285bis. Les lauréats d'un concours de recrutement tel que visé aux articles 185, alinéa 1^{er}, 271, 272, 272ter, 281, 283, 284 et 285, conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date du procès-verbal du concours. »

Le ministre de la Justice peut toutefois prolonger la durée de validité de ces réserves de recrutement au maximum pour deux périodes d'un an.

Entre lauréats de deux ou plusieurs concours de recrutement, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité. »

Art. 64. Un article 286bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 286bis. Pour la nomination d'un attaché, visé à l'article 136, d'un assistant de médiation, d'un traducteur, d'un employé, d'un messenger, ainsi que pour la nomination à un grade créé conformément à l'article 185, alinéa 1^{er}, sont prises chaque fois en considération à égalité :

1° la candidature du lauréat le mieux classé du concours de recrutement pour le grade concerné;

Tijdens dat jaar kan de minister van Justitie aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op advies van de hoofdsecretaris, die het hem rechtstreeks verzendt. »

Art. 58. Artikel 282 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 282. Om tot opsteller bij het parketsecretariaat te worden benoemd, moet de kandidaat :

1° houder zijn van een diploma of een getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau 2 bij de Rijksbesturen;

2° vast benoemd zijn en gedurende ten minste twee jaar het ambt van beambte hebben uitgeoefend bij een griffie of een parketsecretariaat;

3° geslaagd zijn voor een examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. Aan dat examen kan alleen worden deelgenomen door personen die, op het tijdstip van de afsluiting der inschrijvingen, voldoen aan de in het 1° en het 2° bepaalde benoemingsvoorwaarden. Licentiaten in de rechten en houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris zijn van het examen vrijgesteld. »

Art. 59. In artikel 283 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden het 2°, het 3° en het 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° geslaagd zijn voor een vergelijkend examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. Licentiaten in de rechten en houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier of kandidaat-secretaris zijn van het vergelijkend examen vrijgesteld. »

2° het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De benoeming van een beambte wordt eerst vast na één jaar ambtsvervulling. »

Tijdens dat jaar kan de minister van Justitie aan het voorlopig uitgeoefende ambt een einde maken op advies van de hoofdsecretaris, die het hem rechtstreeks verzendt. »

Art. 60. Artikel 284, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° geslaagd zijn voor een vergelijkend examen door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. »

Art. 61. Artikel 284bis van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 62. Artikel 285, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het in het tweede lid, 3°, bedoelde examen is vergelijkend en wordt door de Koning georganiseerd voor een examencommissie die wordt ingesteld door de minister van Justitie. »

Art. 63. In deel II, boek I, titel VI, hoofdstuk X, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 285bis ingevoegd, luidende :

« Art. 285bis. De geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen, als bedoeld in de artikelen 185, eerste lid, 271, 272, 272ter, 281, 283, 284 en 285, behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen. »

De minister van Justitie kan niettemin de geldigheidsduur van de wervingsreserves voor maximum twee periodes van één jaar verlengen.

Onder geslaagden van twee of meer vergelijkende wervingsexamens wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum is afgesloten. »

Art. 64. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 286bis ingevoegd, luidende :

« Art. 286bis. Voor de benoeming van een attaché bedoeld in artikel 136, van een bemiddelingsassistent, een vertaler, een beambte, een bode, alsook voor de benoeming in een graad ingesteld overeenkomstig artikel 185, eerste lid, worden telkens op gelijkwaardige wijze in aanmerking genomen :

1° de kandidatuur van degene die als eerste geslaagd is voor het desbetreffend vergelijkend wervingsexamen;

2° la candidature des lauréats du concours de recrutement pour le grade concerné, qui sont moins bien classés mais qui exercent déjà ces fonctions sur base d'un contrat de travail à l'endroit où l'emploi est devenu vacant, à condition qu'au moment de la publication de la vacance, ils soient déjà en fonction depuis un an et qu'ils aient obtenu une évaluation avec mention « très bon », telle que visée à l'article 287ter;

3° la candidature de ceux qui ont déjà été nommés aux mêmes fonctions dans un autre greffe, parquet ou secrétariat de parquet;

4° la candidature des personnes qu'en application des dispositions du présent Code sont dispensées du concours de recrutement pour le grade concerné. »

Art. 65. A l'article 287 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de deux mois » sont remplacés par les mots « d'un mois »;

2° il est ajouté un alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« La présente disposition est également applicable aux fonctions visées aux chapitres VII, VIIbis, VIII et IX du présent titre, ainsi qu'à celles créées par le Roi conformément à l'article 185, alinéa 1^{er}. »

Art. 66. Dans le chapitre X du titre VI du livre Ier de la deuxième partie du même Code, sont insérés des articles 287bis, 287ter et 287quater, rédigés comme suit :

« Art. 287bis. § 1^{er}. Pour les nominations visées aux articles 263, § 1^{er}, 264, 266 et 268, le ministre de la Justice prend l'avis du magistrat chef de corps de la juridiction où la nomination doit intervenir. Celui-ci lui transmet cet avis directement en y joignant celui, selon le cas, du procureur du Roi, de l'auditeur du travail ou du procureur général.

Pour les nominations visées aux articles 272bis, 272ter, 274, 276 et 278, le ministre de la Justice prend l'avis du magistrat chef de corps du parquet près la juridiction où la nomination doit intervenir. Ce magistrat transmet directement l'avis au ministre.

Pour les nominations visées aux articles 263, § 2, 265, 267, 269 et 269bis et sans préjudice des dispositions de l'article 262, le ministre de la Justice prend, pour toutes les candidatures, l'avis du greffier en chef de la juridiction où la nomination doit intervenir. Celui-ci transmet directement son avis au ministre et y joint l'avis du magistrat chef de corps de la juridiction concernée.

Pour les nominations visées aux articles 275, 277, 279 et 280 et sans préjudice des dispositions de l'article 273, le ministre de la Justice prend, pour toutes les candidatures, l'avis du secrétaire du parquet près la juridiction où la nomination doit intervenir. Celui-ci transmet son avis directement au ministre et y joint l'avis, selon le cas, du procureur du Roi, de l'auditeur du travail ou du procureur général compétent.

Pour les nominations visées aux articles 270 à 272, le ministre de la Justice et, en ce qui concerne les cours et tribunaux du travail, le ministre ayant le Travail dans ses attributions, prennent l'avis du greffier en chef de la juridiction où la nomination doit intervenir. Celui-ci transmet directement l'avis au ministre concerné.

Pour les nominations visées aux articles 281 à 284, le ministre de la Justice prend l'avis du secrétaire en chef du parquet près la juridiction où la nomination doit intervenir. Celui-ci le lui transmet directement.

§ 2. L'avis est motivé. Il porte sur la formation, l'expérience, les qualités du candidat et sur ses capacités à exercer les fonctions vacantes; il s'appuie, le cas échéant, sur les notations et la mention finale figurant dans le bulletin d'évaluation du candidat.

§ 3. Le procureur général, le procureur du Roi, l'auditeur du travail, le greffier en chef ou le secrétaire en chef du parquet qui, conformément au § 1^{er}, transmet les avis au ministre compétent, notifie les conclusions finales de l'avis au candidat intéressé. Celui-ci dispose d'un délai de dix jours pour prendre connaissance de l'avis intégral.

Pendant ce même délai, si le candidat intéressé estime que des motifs sérieux le justifient, il peut introduire une demande de modification de l'avis par requête écrite adressée à la chambre de recours compétente. Il lui en est donné récépissé.

2° de kandidatuur van de geslaagden van het desbetreffend vergelijkend wervingsexamen, die minder gunstig zijn gerangschikt doch op grond van een arbeidsovereenkomst deze functies reeds vervullen op de plaats waar de betrekking is opengefallen, op voorwaarde dat zij op het ogenblik van de bekendmaking van de vacature reeds één jaar in dienst zijn en een beoordeling met vermelding « zeer goed » hebben gekregen als bedoeld in artikel 287ter;

3° de kandidatuur van hen die reeds tot een zelfde ambt zijn benoemd in een andere griffie, een ander parket of een ander parketsecretariaat;

4° de kandidatuur van de personen die met toepassing van de bepalingen van dit Wetboek zijn vrijgesteld van het desbetreffend vergelijkend wervingsexamen. »

Art. 65. In artikel 287 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « twee maanden » vervangen door de woorden « één maand »;

2° er wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

« Deze bepaling is eveneens van toepassing op de ambten bedoeld in de hoofdstukken VII, VIIbis, VIII en IX van deze titel, alsook op die ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid. »

Art. 66. In deel II, boek I, titel VI, hoofdstuk X, van hetzelfde Wetboek worden de artikelen 287bis, 287ter en 287quater ingevoegd, luidende :

« Art. 287bis. § 1. Voor de benoemingen bedoeld in de artikelen 263, § 1, 264, 266 en 268 wint de minister van Justitie het advies in van de magistraat-korpschef van het gerecht waar de benoeming dient te geschieden. Deze zendt hem dat advies rechtstreeks over en voegt, naar gelang van het geval, dat van de procureur des Konings, van de arbeidsauditeur of van de procureur-generaal eraan toe.

Voor de benoemingen bedoeld in de artikelen 272bis, 272ter, 274, 276 en 278 wint de minister van Justitie het advies in van de magistraat-korpschef van het parket bij het gerecht waar de benoeming dient te geschieden. Deze magistraat zendt zijn advies rechtstreeks over aan de minister.

Voor de benoemingen bedoeld in de artikelen 263, § 2, 265, 267, 269 en 269bis en onverminderd de bepalingen van artikel 262 wint de minister van Justitie voor alle candidaturen het advies in van de hoofdgriffier van het gerecht waar de benoeming dient te geschieden. Deze zendt zijn advies rechtstreeks over aan de minister en voegt er het advies van de magistraat-korpschef van het desbetreffende gerecht aan toe.

Voor de benoemingen bedoeld in de artikelen 275, 277, 279 en 280 en onverminderd de bepalingen van artikel 273 wint de minister van Justitie voor alle candidaturen het advies in van de hoofdsecretaris van het parket bij het gerecht waar de benoeming dient te geschieden. Deze zendt zijn advies rechtstreeks over aan de minister en voegt er het advies, naar gelang van het geval, van de bevoegde procureur-generaal, procureur des Konings of arbeidsauditeur aan toe.

Voor de benoemingen bedoeld in de artikelen 270 tot 272 wint de minister van Justitie en, wat de arbeidshoven en de arbeidsrechtbanken betreft, de minister die bevoegd is voor de Arbeid, het advies in van de hoofdgriffier van het gerecht waar de benoeming dient te geschieden. Deze zendt zijn advies rechtstreeks over aan de betrokken minister.

Voor de benoemingen bedoeld in de artikelen 281 tot 284 wint de minister van Justitie het advies in van de hoofdsecretaris van het parket bij het gerecht waar de benoeming dient te geschieden. Deze zendt zijn advies rechtstreeks over aan de minister.

§ 2. Het advies wordt gemotiveerd. Het belicht de vorming, de ervaring, de kwaliteiten van de kandidaat en zijn bekwaamheid om het vacante ambt uit te oefenen; het wordt, in voorkomend geval, gestaafd door de notities en de eindvermelding opgenomen in zijn beoordelingsstaat.

§ 3. De eindconclusies van het advies worden ter kennis gebracht van de betrokken kandidaat door de procureur-generaal, de procureur des Konings, de arbeidsauditeur, de hoofdgriffier of de hoofdsecretaris van het parket die overeenkomstig § 1 de adviezen aan de bevoegde minister overzendt. De kandidaat beschikt over een termijn van tien dagen om kennis te nemen van het volledig advies.

Oordeelt de betrokken kandidaat dat daartoe ernstige redenen voorhanden zijn, dan kan hij binnen dezelfde termijn aan de bevoegde raad van beroep een schriftelijk verzoek richten om het advies te wijzigen. Hiervan wordt hem een ontvangstbewijs afgegeven.

Le candidat fait parvenir, par même courrier, une copie de sa requête au magistrat, greffier en chef ou secrétaire en chef chargé de transmettre l'avis au ministre de la Justice. Le dossier d'avis est communiqué à la chambre de recours dans les quarante-huit heures qui suivent la réception de cette copie.

§ 4. Les avis sont transmis au ministre de la Justice ou au ministre ayant le Travail dans ses attributions dans les quarante jours qui suivent la réception de la demande d'avis ou, si le candidat intéressé a fait usage de la possibilité prévue à l'alinéa 2 du § 3, dans les trente jours qui suivent la réception de la requête par la chambre de recours compétente.

Art. 287ter. § 1^{er}. Il est établi tous les deux ans un bulletin d'évaluation de tous les membres du personnel titulaires des grades visés aux chapitres VI, VII, VIII, VIII et IX du présent titre, ainsi que de ceux créés par le Roi, conformément à l'article 185, alinéa 1^{er}.

La disposition du premier alinéa s'applique au personnel engagé sous les liens d'un contrat de travail.

Dans le bulletin d'évaluation, le chef de service exprime son opinion quant à la valeur et à l'aptitude du membre du personnel, au moyen de formules descriptives, conformément aux indications apportées. L'évaluation se traduit par l'une des mentions suivantes : « très bon », « bon » ou « insuffisant ». Le Roi détermine les modalités d'application des présentes dispositions.

Par « chef de service », on entend :

1° pour les greffiers en chef, les secrétaires en chef et les attachés, visés à l'article 136, selon le cas, le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail;

2° pour les conseillers en médiation et les assistants de médiation, respectivement, le procureur général et le procureur du Roi;

3° pour les membres des greffes, les membres des secrétariats de parquet, le personnel des greffes et des secrétariats de parquet, ainsi que pour les membres du personnel titulaires des grades créés par le Roi conformément à l'article 185, alinéa 1^{er}, selon le cas, le greffier en chef ou le secrétaire en chef du parquet.

Le chef de service peut déléguer ses compétences selon les modalités déterminées par le Roi.

§ 2. En ce qui concerne les greffiers en chef et les attachés, visés à l'article 136, le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail, selon le cas, établit une évaluation provisoire et en informe le magistrat chef de corps de la juridiction concernée qui y appose son visa et, le cas échéant, y ajoute son avis. Le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail, selon le cas, établit ensuite une évaluation définitive.

En ce qui concerne les membres des greffes, le greffier en chef établit une évaluation provisoire, en informe le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail compétent. Ce magistrat y appose son visa et, le cas échéant, y ajoute son avis. Il invite le magistrat chef de corps de la juridiction où le membre du greffe exerce ses fonctions à faire de même et transmet ensuite le bulletin et les avis éventuels en retour au greffier en chef qui établit une évaluation définitive.

En ce qui concerne les membres des secrétariats de parquet, le secrétaire en chef établit une évaluation provisoire, en informe le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail compétent qui y appose son visa et, le cas échéant, y ajoute son avis. Le secrétaire en chef établit ensuite une évaluation définitive.

§ 3. Le bulletin renseignant l'évaluation définitive est notifié par le chef de service au membre du personnel intéressé.

L'intéressé dispose d'un délai de dix jours pour introduire une réclamation auprès de la chambre de recours compétente et demander à être entendu. Il adresse par même courrier une copie de sa requête au chef de service qui a établi le bulletin d'évaluation. Celui-ci transmet le bulletin d'évaluation, éventuellement accompagné d'une justification écrite supplémentaire émanant des supérieurs hiérarchiques, à la chambre de recours dans les quarante-huit heures qui suivent la réception de cette copie.

La chambre de recours transmet son avis dans les quarante jours à compter de la réception de la réclamation au chef de service concerné et le notifie par lettre recommandée au membre du personnel intéressé.

De kandidaat doet, met dezelfde post, een afschrift van zijn verzoek toekomen aan de magistraat, hoofdgriffier of hoofdsecretaris, die belast is met het overzenden van het advies aan de minister van Justitie. Het adviesdossier wordt binnen achtenveertig uur na ontvangst van dat afschrift aan de raad van beroep medegedeeld.

§ 4. De adviezen worden aan de minister van Justitie of aan de minister die bevoegd is voor de Arbeid, medegedeeld binnen veertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het verzoek om advies of, indien de betrokken kandidaat gebruik heeft gemaakt van de in het tweede lid van § 3 bedoelde mogelijkheid, binnen dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het bezwaarschrift door de bevoegde raad van beroep.

Art. 287ter. § 1. Om de twee jaar wordt een beoordelingsstaat opgemaakt van alle personeelsleden die een graad bekleden bedoeld in de hoofdstukken VI, VII, VIII, VIII en IX van deze titel, alsook die ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid.

Het bepaalde in het eerste lid is van toepassing op het bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel.

In de beoordelingsstaat geeft het diensthoofd zijn mening te kennen omtrent de waarde en de houding van het personeelslid, met behulp van beschrijvende formules overeenkomstig de aangebrachte aanduidingen. De beoordeling wordt uitgedrukt door middel van een van de volgende vermeldingen : « zeer goed », « goed » of « onvoldoende ». De Koning stelt nadere regels voor de toepassing van deze bepalingen.

Onder « diensthoofd », wordt verstaan :

1° voor de hoofdgriffiers, de hoofdsecretarissen en de attachés bedoeld in artikel 136, naar gelang van het geval, de procureur-generaal, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur;

2° voor de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, respectievelijk de procureur-generaal en de procureur des Konings;

3° voor de leden van de griffies, de leden van de parketsecretariaten, het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, alsook voor de personeelsleden die een graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid, naar gelang van het geval, de hoofdgriffier of de hoofdsecretaris.

Het diensthoofd kan zijn bevoegdheden overdragen volgens nadere regels gesteld door de Koning.

§ 2. Wat de hoofdgriffiers en de attachés bedoeld in artikel 136 betreft, maakt, naar gelang van het geval, de procureur-generaal, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur een voorlopige beoordeling op en legt deze voor aan de magistraat-korpschef van het desbetreffende gerecht, die deze viseert en er in voorkomend geval een bijkomend advies aan toevoegt. De procureur-generaal, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur, naar gelang van het geval, maakt een definitieve beoordeling op.

Wat de leden van de griffies betreft, maakt de hoofdgriffier een voorlopige beoordeling op, die hij aan de bevoegde procureur-generaal, procureur des Konings of arbeidsauditeur voorlegt. Deze magistraat viseert de beoordeling en voegt er in voorkomend geval een bijkomend advies aan toe. Hij verzoekt de magistraat-korpschef van het gerecht waar het lid van de griffie zijn ambt vervult, hetzelfde te doen en zendt daarna de beoordelingsstaat en, in voorkomend geval, de adviezen terug aan de hoofdgriffier die de definitieve beoordeling opmaakt.

Wat de leden van de parketsecretariaten betreft, maakt de hoofdsecretaris een voorlopige beoordeling op, die hij aan de bevoegde procureur-generaal, procureur des Konings of arbeidsauditeur voorlegt. Deze magistraat viseert de beoordeling en voegt er in voorkomend geval een bijkomend advies aan toe. De hoofdsecretaris maakt daarna een definitieve beoordeling op.

§ 3. De definitieve beoordelingsstaat wordt door het diensthoofd ter kennis gebracht van het betrokken personeelslid.

De betrokkene beschikt over een termijn van tien dagen om een bezwaarschrift in te dienen bij de bevoegde raad van beroep en te vragen gehoord te worden. Hij stuurt met dezelfde post een afschrift van zijn bezwaarschrift naar het diensthoofd dat de beoordelingsstaat opgemaakt heeft. Deze zendt de beoordelingsstaat, eventueel met een bijkomende schriftelijke verantwoording van de hiërarchische meedelen, aan de raad van beroep over binnen achtenveertig uur na ontvangst van dat afschrift.

De raad van beroep deelt het advies mee aan het betrokken diensthoofd binnen veertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het bezwaarschrift en stelt bij aangetekende brief het betrokken personeelslid ervan in kennis.

Cet avis est définitif et est joint au bulletin d'évaluation.

§ 4. Le bulletin d'évaluation est établi pour la première fois entre le neuvième et le douzième mois de service effectif.

L'évaluation porte sur la période révolue depuis l'entrée en service ou depuis le bulletin d'évaluation précédent.

Le membre du personnel peut solliciter une nouvelle évaluation, au plus tôt un an après l'établissement de l'évaluation précédente.

Le bulletin d'évaluation est conservé par le chef de service dans un dossier confidentiel ouvert au nom de chaque membre du personnel. Le chef de service communique directement au ministre de la Justice la mention définitive attribuée.

§ 5. Sans préjudice de ses conséquences disciplinaires, l'évaluation d'un membre du personnel qui porte la mention « insuffisant », entraîne, au niveau pécuniaire, la privation, pendant un an, de l'effet de la première augmentation intercalaire qui suit la date d'attribution de la mention.

Art. 287^{quater}. § 1^{er}. Il est établi une chambre de recours nationale, qui est saisie des réclamations introduites par les attachés, visés à l'article 136, par les conseillers en médiation, par les greffiers en chef et par les secrétaires en chef, contre les avis donnés dans le cadre des procédures de nomination ainsi que contre les bulletins d'évaluation.

Cette chambre nationale est établie à Bruxelles.

Il est établi dans le ressort de chaque cour d'appel une chambre de recours, qui est saisie des réclamations introduites contre les avis donnés dans le cadre des procédures de nomination ainsi que contre les bulletins d'évaluation par les membres des greffes, par les membres des secrétariats de parquet, par les assistants de médiation, par le personnel des greffes et des secrétariats de parquet et par les membres du personnel titulaires des grades créés par le Roi, conformément à l'article 185, alinéa 1^{er}.

Cette chambre est établie au siège de la cour d'appel.

La chambre de recours établie dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles est également compétente pour les réclamations introduites par les personnes visées à l'alinéa trois qui exercent leurs fonctions au greffe de la Cour de cassation et au parquet de cette cour.

Ces chambres comprennent autant de sections qu'il y a de régimes linguistiques parmi les membres du personnel qui peuvent demander à être entendus.

Le régime linguistique du requérant détermine la section devant laquelle il comparait.

§ 2. La chambre de recours nationale est composée, par section :

- 1° d'un magistrat d'une cour;
- 2° de deux magistrats du parquet près une cour;
- 3° de deux greffiers en chef;
- 4° de deux secrétaires en chef;
- 5° de deux conseillers en médiation;
- 6° d'un attaché au service de documentation et de concordance des textes auprès de la Cour de cassation.

§ 3. La chambre de recours du ressort de chaque cour d'appel est composée, par section :

- 1° d'un magistrat du siège;
- 2° de deux magistrats du parquet;
- 3° de deux greffiers;
- 4° de deux secrétaires;
- 5° d'un conseiller en médiation et d'un assistant de médiation.

§ 4. Les membres de la chambre de recours nationale sont désignés, en ce qui concerne les magistrats du siège, par le premier président de la Cour de cassation, et en ce qui concerne les autres membres, par le procureur général près la Cour de cassation. Les membres de la chambre de recours du ressort de la cour d'appel sont désignés, en ce qui concerne les magistrats du siège, selon le cas, par le premier président de la cour d'appel, le premier président de la cour du travail ou le premier président de la cour militaire, et en ce qui concerne les autres membres, selon le cas, par le procureur général près la cour d'appel ou l'auditeur général près la cour militaire.

Les désignations visées à l'alinéa précédent s'effectuent selon les critères établis par le Roi. Pour chaque catégorie de juridiction, chacune des fonctions énumérées aux §§ 2 et 3 doit être représentée, soit par un membre, soit par un suppléant.

Il peut être désigné jusqu'à six suppléants pour chacun des membres.

Les membres des chambres de recours sont désignés de leur consentement pour une durée de deux ans. Lors de l'installation des chambres de recours, les magistrats sont toutefois désignés la première fois pour une durée de trois ans.

§ 5. En cas d'indisponibilité d'un ou de plusieurs membres, la place du membre absent est occupée par le suppléant suivant désigné à cet effet.

Dat advies is definitief en wordt toegevoegd aan de beoordelingsstaat.

§ 4. De beoordelingsstaat wordt voor de eerste maal opgemaakt tussen de negende en de twaalfde maand effectieve dienst.

De beoordeling heeft betrekking op de voorbije periode sinds de indiensttreding of sinds de vorige beoordelingsstaat.

Het personeelslid kan een nieuwe beoordeling aanvragen, ten vroegste één jaar na de opmaak van de vorige beoordeling.

De beoordelingsstaat wordt bijgehouden door het diensthoofd in een vertrouwelijk dossier op naam van elk personeelslid afzonderlijk. Het diensthoofd brengt de definitief toegekende vermelding rechtstreeks ter kennis van de minister van Justitie.

§ 5. De beoordeling van een personeelslid dat de vermelding « onvoldoende » heeft gekregen, brengt gedurende een jaar, op geldelijk vlak, het verlies mee van de uitwerking van de eerstvolgende tussenverhoging, die volgt na de toekenning van de vermelding, en dit onverminderd de tuchtrechtelijke gevolgen.

« Art. 287^{quater}. § 1. Er wordt een nationale raad van beroep opgericht die kennis neemt van de beroepen ingesteld door de attachés bedoeld in artikel 136, door de bemiddelingsadviseurs, door de hoofdgriffiers en door de hoofdsecretarissen tegen de adviezen uitgebracht in het kader van de benoemingsprocedure, alsook tegen de beoordelingsstaten.

Deze nationale raad is gevestigd in Brussel.

In het rechtsgebied van ieder hof van beroep wordt een raad van beroep opgericht die kennis neemt van de beroepen ingesteld door leden van de griffies, door leden van de parketsecretariaten, door bemiddelingsassistenten, door het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten en door personeelsleden die een graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid, tegen de adviezen uitgebracht in het kader van de benoemingsprocedure, alsook tegen de beoordelingsstaten.

Deze raad wordt gevestigd op de zetel van het hof van beroep.

De raad van beroep opgericht in het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel is eveneens bevoegd voor de beroepen ingesteld door de personen bedoeld in het derde lid die hun ambt uitoefenen bij de griffie van het Hof van Cassatie en bij het parket van dit Hof.

In deze raden zijn er zoveel afdelingen als er taalstelsels zijn voor de personeelsleden die kunnen vragen om door de raden te worden gehoord.

Het taalstelsel van de verzoeker bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt.

§ 2. De nationale raad van beroep is, per afdeling, samengesteld uit :

- 1° een magistraat van een hof;
- 2° twee magistraten van het parket bij een hof;
- 3° twee hoofdgriffiers;
- 4° twee hoofdsecretarissen;
- 5° twee bemiddelingsadviseurs;
- 6° een attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie.

§ 3. De raad van beroep van het rechtsgebied van ieder hof van beroep is, per afdeling, samengesteld uit :

- 1° een magistraat van de zetel;
- 2° twee magistraten van het parket;
- 3° twee griffiers;
- 4° twee secretarissen;
- 5° een bemiddelingsadviseur en een bemiddelingsassistent.

§ 4. De leden van de nationale raad van beroep worden aangewezen, wat de magistraten van de zetel betreft, door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie en, wat de andere leden betreft, door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie. De leden van de raad van beroep van het rechtsgebied van het hof van beroep worden aangewezen, wat de magistraten van de zetel betreft, naar gelang van het geval, door de eerste voorzitter van het hof van beroep, de eerste voorzitter van het arbeidshof of de eerste voorzitter van het militair gerechtshof en, wat de andere leden betreft, naar gelang van het geval, door de procureur-generaal bij het hof van beroep of de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof.

De Koning bepaalt de criteria voor de aanwijzingen bedoeld in het vorige lid. Voor iedere categorie van gerecht moet elk van de ambten opgesomd in de §§ 2 en 3 vertegenwoordigd zijn, hetzij door een lid, hetzij door een plaatsvervanger.

Voor elk lid kunnen tot zes plaatsvervangers worden aangewezen.

De leden van de raden van beroep worden, met hun instemming, aangewezen voor de duur van twee jaar. De eerste maal, bij de installatie van de raden van beroep, worden de magistraten niettemin aangewezen voor de duur van drie jaar.

§ 5. In geval van onbeschikbaarheid van een of meer leden wordt de plaats van het afwezig lid ingenomen door de eerstvolgende daartoe aangewezen plaatsvervanger.

La chambre de recours ne peut délibérer valablement que si les membres, ou leurs suppléants, désignés en fonction de la qualité du requérant, sont présents. Quatre membres au minimum doivent être présents par audience. Au moins la moitié d'entre eux doivent être magistrats. Le Roi détermine quels membres des chambres siègent, en fonction de la catégorie de personnel à laquelle appartient le requérant.

Chaque chambre de recours est présidée par le magistrat du siège ou, en l'absence de celui-ci, par le magistrat du parquet ayant le rang le plus élevé. Le président a voix prépondérante.

La chambre de recours entend le requérant en personne et, si elle le souhaite, les auteurs de l'avis ou du bulletin d'évaluation contestés, et examine le dossier et les motifs de l'intéressé. Le requérant peut se faire assister d'un avocat ou d'un délégué d'une organisation syndicale représentative lors de son audition.

Le Roi fixe les modalités de fonctionnement des chambres de recours. »

Art. 67. § 1^{er}. A l'article 288, cinquième alinéa, du même Code, les mots « commis-greffiers » sont remplacés par les mots « greffiers adjoints ».

§ 2. A l'article 288, sixième alinéa, du même Code, les mots « de leurs greffiers-chefs de greffe » et « commis-greffiers » sont remplacés respectivement par les mots « des greffiers en chef » et « greffiers adjoints ».

Art. 68. Il est inséré dans la deuxième partie, livre II, titre Ier, du même Code un chapitre *terbis* rédigé comme suit :

Chapitre *terbis*. — De la prestation de serment des conseillers en médiation, des assistants de médiation et des secrétaires

Art. 291bis. Les conseillers en médiation et les assistants de médiation prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 entre les mains, respectivement, du procureur général et du procureur du Roi, lors de leur première nomination.

Les secrétaires en chef, secrétaires et secrétaires adjoints des parquets prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 entre les mains, selon le cas, du procureur général, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail.

La prestation de serment doit avoir lieu dans le mois de la notification de la nomination, à défaut de quoi celle-ci peut être considérée comme non avenue. »

Art. 69. A l'article 301 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « greffiers-chefs de greffe » sont supprimés, et le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints »;

2° il est ajouté un alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« La présente disposition est également applicable aux conseillers en médiation, aux assistants de médiation et aux membres des secrétariats de parquet. »

Art. 70. A l'article 304 du même Code, les mots « , le greffier » sont insérés entre les mots « ministère public » et les mots « ou le juge social ».

Art. 71. A l'article 305 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , les greffiers-chefs de greffe et les greffiers » sont remplacés par les mots « et les greffiers en chef »;

2° à l'alinéa 4, le mot « greffiers » est remplacé par les mots « greffiers en chef ».

De raad van beroep kan slechts geldig beraadslagen indien de leden of hun plaatsvervaarders, die aangewezen zijn volgens de hoedanigheid van de verzoeker, aanwezig zijn. Per zitting moeten minimum vier leden aanwezig zijn. Minstens de helft onder hen moet magistraat zijn. De Koning bepaalt welke leden van de raden zitting nemen volgens de categorie van personeel waartoe de verzoeker behoort.

Elke raad van beroep wordt voorgezeten door de magistraat van de zetel of, indien deze er niet is, door de parketmagistraat met de hoogste rang. De voorzitter heeft een beslissende stem.

De raad van beroep hoort de verzoeker persoonlijk en desgewenst ook de opstellers van het betwiste advies of de betwiste beoordelingsstaat en onderzoekt het dossier en de motieven van de betrokkene. De verzoeker mag zich bij het verhoor laten bijstaan door een advocaat of een afgevaardigde van een representatieve vakorganisatie.

De Koning stelt nadere regels voor de werkwijze van de raden van beroep. »

Art. 67. § 1. In artikel 288, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « klerken-greffiers » vervangen door het woord « adjunct-greffiers ».

§ 2. In artikel 288, zesde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « hun greffiers-hoofden van de griffie » vervangen door de woorden « de hoofdgriffiers » en het woord « klerken-greffiers » door het woord « adjunct-greffiers ».

Art. 68. In deel II, boek II, titel I, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk *ibis* ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk *ibis*. — Eedaflegging van de bemiddelingsadviseurs, van de bemiddelingsassistenten en van de secretarissen

Art. 291bis. De bemiddelingsadviseurs en -assistenten leggen de in het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen, respectievelijk van de procureur-generaal en van de procureur des Konings, bij hun eerste benoeming.

De hoofdsecretarissen, secretarissen en adjunct-secretarissen bij de parketten leggen de in het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen, naar gelang van het geval, van de procureur-generaal, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur.

De eed moet worden afgelegd binnen een maand na de kennisgeving van de benoeming; anders mag deze als niet-bestaande worden beschouwd. »

Art. 69. In artikel 301 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « greffiers-hoofden van de griffie » worden geschrapt en het woord « klerken-greffiers » wordt vervangen door het woord « adjunct-greffiers »;

2° er wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende :

« Deze bepaling is eveneens van toepassing op de bemiddelingsadviseurs, de bemiddelingsassistenten en de leden van de parketsecretariaten. »

Art. 70. In artikel 304 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden « openbaar ministerie » en het woord « of » de woorden « de griffier » ingevoegd.

Art. 71. In artikel 305 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « greffiers-hoofden van de griffie en de greffiers » vervangen door het woord « hoofdgriffiers »;

2° in het vierde lid, wordt het woord « greffiers » vervangen door het woord « hoofdgriffiers ».

Art. 72. A l'article 310 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Les membres de la cour et les membres du greffe y sont inscrits dans l'ordre qui suit » sont remplacés par les mots « Celle-ci s'établit comme suit »;

2° le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints »;

3° l'article est complété comme suit :

« Les membres du secrétariat du parquet;

Le secrétaire en chef;

Le secrétaire-chef de service;

Les secrétaires, dans l'ordre de leur nomination;

Les secrétaires adjoints, dans le même ordre. »

Art. 73. A l'article 311 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Les membres de la cour, les membres assesseurs et les membres du greffe y sont inscrits dans l'ordre qui suit » sont remplacés par les mots « Celle-ci s'établit comme suit »;

2° le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints »;

3° l'article est complété comme suit :

« Les membres du secrétariat du parquet :

Le secrétaire en chef;

Les secrétaires-chefs de service, dans l'ordre de leur nomination;

Les secrétaires, dans le même ordre;

Les secrétaires adjoints, dans le même ordre. »

Art. 74. A l'article 312 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Les membres du tribunal, les membres assesseurs et les membres du greffe y sont inscrits dans l'ordre qui suit » sont remplacés par les mots « Celle-ci s'établit comme suit »;

2° le mot « commis-greffiers » est remplacé par les mots « greffiers adjoints »;

3° l'article est complété comme suit :

« Les membres du secrétariat du parquet :

Le secrétaire en chef;

Les secrétaires-chefs de service, dans l'ordre de leur nomination;

Les secrétaires, dans le même ordre;

Les secrétaires adjoints, dans le même ordre. »

Art. 75. Un article 312bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 312bis. Dans les justices de paix, il est tenu une liste de rang. Celle-ci s'établit comme suit :

Le juge de paix;

Les juges de paix suppléants, dans l'ordre de leur nomination;

Le greffier en chef;

Le greffier;

Les greffiers adjoints, dans l'ordre de leur nomination. »

Art. 76. Un article 312ter est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 312ter. Dans les tribunaux de police, il est tenu une liste de rang. Celle-ci s'établit comme suit :

Les juges, dans l'ordre de leur nomination;

Les juges suppléants, dans le même ordre;

Le greffier en chef;

Les greffiers-chefs de service, dans l'ordre de leur nomination;

Les greffiers, dans le même ordre;

Les greffiers adjoints, dans le même ordre. »

Art. 72. In artikel 310 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « waarop de leden van het hof en de leden van de griffie in de onderstaande volgorde worden ingeschreven » worden vervangen door de woorden « vastgesteld als volgt »;

2° het woord « klerken-griffiers » wordt vervangen door het woord « adjunct-griffiers »;

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« Leden van het parketsecretariaat :

De hoofdsecretaris;

De secretaris-hoofd van dienst;

De secretarissen, in de volgorde van hun benoeming;

De adjunct-secretarissen, in dezelfde volgorde. »

Art. 73. In artikel 311 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « waarop de leden van het hof, de leden assessoren en de leden van de griffie in de onderstaande volgorde worden ingeschreven » worden vervangen door de woorden « vastgesteld als volgt »;

2° het woord « klerker-griffiers » wordt vervangen door het woord « adjunct-griffiers »;

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« Leden van het parketsecretariaat :

De hoofdsecretaris;

De secretarissen-hoofden van dienst, in de volgorde van hun benoeming;

De secretarissen, in dezelfde volgorde;

De adjunct-secretarissen, in dezelfde volgorde. »

Art. 74. In artikel 312 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « waarop de leden van de rechtbank, de leden assessoren en de leden van de griffie in de onderstaande volgorde worden ingeschreven » worden vervangen door de woorden « vastgesteld als volgt »;

2° het woord « klerken-griffiers » wordt vervangen door het woord « adjunct-griffiers »;

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« Leden van het parketsecretariaat :

De hoofdsecretaris;

De secretarissen-hoofden van dienst, in de volgorde van hun benoeming;

De secretarissen, in dezelfde volgorde;

De adjunct-secretarissen, in dezelfde volgorde. »

Art. 75. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 312bis ingevoegd, luidende :

« Art. 312bis. In de vrederechten wordt een ranglijst bijgehouden, vastgesteld als volgt :

De vrederechter;

De plaatsvervangende vrederechters, in de volgorde van hun benoeming;

De hoofdgriffier;

De griffier;

De adjunct-griffiers, in de volgorde van hun benoeming. »

Art. 76. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 312ter ingevoegd, luidende :

« Art. 312ter. In de politierechtbanken wordt een ranglijst bijgehouden, vastgesteld als volgt :

De rechters, in de volgorde van hun benoeming;

De plaatsvervangende rechters, in dezelfde volgorde;

De hoofdgriffier;

De griffiers-hoofden van dienst, in de volgorde van hun benoeming;

De griffiers, in dezelfde volgorde;

De adjunct-griffiers, in dezelfde volgorde. »

Art. 77. L'article 328 du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 328. En cas d'empêchement dans les cours, les tribunaux et les tribunaux de police, le greffier en chef est remplacé par le greffier-chef de service ou le greffier qu'il désigne; dans les justices de paix, le greffier en chef est remplacé par le greffier ou le greffier adjoint qu'il désigne.

Lorsque le greffier en chef d'une cour, d'un tribunal, d'une justice de paix ou d'un tribunal de police est dans l'impossibilité de faire cette désignation, il est pourvu à son remplacement, selon le cas, par le premier président de la cour, le président du tribunal, le juge de paix ou le juge le plus ancien au tribunal de police.

Lorsque les nécessités du service le justifient, le procureur général peut déléguer des greffiers adjoints d'un greffe dans un autre pour six mois au plus.

Les greffiers adjoints délégués peuvent être assumés en qualité de greffiers.

Dans tous les cas précités, une nouvelle prestation de serment est superflue.

Lorsque les nécessités du service le justifient, le greffier en chef peut charger un rédacteur ou un employé lauréat des examens de candidat-greffier d'exercer temporairement les fonctions de greffier, et ce pour une période déterminée et limitée, à condition d'indiquer la raison de la délégation. »

Art. 78. L'article 329 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 329. Lorsque le greffier en chef, les greffiers et les greffiers adjoints se trouvent empêchés ou lorsqu'il y aurait péril à attendre qu'un greffier fût présent, le juge peut assumer, en qualité de greffier, un rédacteur ou un employé du greffe. »

Art. 79. Un article 329bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 329bis. En cas d'empêchement, le secrétaire en chef du parquet est remplacé par le secrétaire-chef de service ou le secrétaire qu'il désigne. Lorsqu'il se trouve dans l'impossibilité de faire cette désignation, il est pourvu à son remplacement, selon le cas, par le procureur général, le procureur du Roi ou l'auditeur du travail.

Une prestation nouvelle de serment est superflue. »

Art. 80. L'article 330 du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 330. Le ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'application des articles 328 et 329, déléguer à d'autres fonctions égales ou supérieures dans leur greffe ou dans un autre greffe civil ou militaire ou dans les départements ou cabinets ministériels, commissions, organismes ou offices gouvernementaux, des greffiers, greffiers adjoints, rédacteurs, employés, messagers d'une cour, d'un tribunal ou d'un conseil de guerre. L'article 327bis peut leur être appliqué conformément à une disposition légale ou réglementaire particulière.

La disposition du premier alinéa s'applique aux greffiers en chef en ce qui concerne les délégations dans des départements ou cabinets ministériels, des commissions, des organismes ou des offices gouvernementaux.

Les greffiers en chef, greffiers, greffiers adjoints, rédacteurs, employés et messagers ainsi délégués continuent à jouir de leur traitement, des augmentations et avantages y afférents. Néanmoins, ils bénéficient des traitements et indemnités attachés aux fonctions qu'ils remplissent par délégation s'ils sont plus élevés. »

Art. 81. Un article 330bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 330bis. Le ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'application de l'article 329bis, déléguer à d'autres fonctions égales ou supérieures dans leur parquet ou dans un autre parquet civil ou militaire ou dans des départements ou cabinets ministériels, commissions, organismes ou offices gouvernementaux, des secrétaires en chef, des secrétaires, des secrétaires adjoints, des conseillers en médiation, des assistants de médiation, des traducteurs, des rédacteurs, des employés et des messagers de parquet. L'article 327bis peut leur être appliqué conformément à une disposition légale ou réglementaire particulière.

Art. 77. Artikel 328 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 328. Bij verhindering wordt de hoofdgriffier in de hoven, de rechtbanken en de politierechtbanken vervangen door de griffier-hoofd van dienst of de griffier die hij aanwijst; in de vrederegerechten wordt de hoofdgriffier vervangen door de griffier of de adjunct-griffier die hij aanwijst.

Wanneer de hoofdgriffier van een hof, van een rechtbank, van een vrederegerecht of van een politierechtbank zich in de onmogelijkheid bevindt om die aanwijzing te doen, wordt in zijn vervanging voorzien, naar gelang van het geval, door de eerste voorzitter van het hof, de voorzitter van de rechtbank, de vrederechter of de oudstbenoemde rechter in de politierechtbank.

Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de procureur-generaal aan adjunct-griffiers van een bepaalde griffie opdracht geven om voor maximum zes maanden hun ambt in een andere griffie te vervullen.

De adjunct-griffiers aan wie opdracht is gegeven, kunnen als griffier aan de griffie worden toegevoegd.

In alle voormelde gevallen is een nieuwe eedaflegging overbodig.

Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de hoofdgriffier een opsteller of een beambte die geslaagd is voor de examens van kandidaat-griffier, opdracht geven tijdelijk het ambt van griffier uit te oefenen, dit voor een bepaalde en beperkte tijd en op voorwaarde dat de reden van de opdracht wordt opgegeven. »

Art. 78. Artikel 329 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 329. Wanneer de hoofdgriffier, de griffiers en de adjunct-griffiers verhinderd zijn of wanneer de zaak geen uitstel gedooft tot een griffier tegenwoordig is, kan de rechter zich als griffier een opsteller of een beambte van de griffie toevoegen. »

Art. 79. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 329bis ingevoegd, luidende :

« Art. 329bis. Bij verhindering wordt de hoofdsecretaris van het parket vervangen door de secretaris-hoofd van dienst of de secretaris die hij aanwijst. Wanneer hij zich in de onmogelijkheid bevindt om die aanwijzing te doen, wordt in zijn vervanging voorzien, naar gelang van het geval, door de procureur-generaal, de procureur des Konings of de arbeidsauditeur.

Een nieuwe eedaflegging is overbodig. »

Art. 80. Artikel 330 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 330. Onverminderd de toepassing van de artikelen 328 en 329 kan de minister van Justitie aan griffiers, adjunct-griffiers, opstellers, beambten en boden bij een hof, een rechtbank of een krijgsraad opdracht geven om een gelijk of een hoger ambt te vervullen in hun griffie, in een andere burgerlijke of militaire griffie, in ministeriële departementen of kabinetten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten. Overeenkomstig een bijzondere wets- of verordeningbepaling kan artikel 327bis op hen worden toegepast.

Het bepaalde in het eerste lid is van toepassing op de hoofdgriffiers wat betreft de opdrachten in ministeriële departementen of kabinetten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten.

De hoofdgriffiers, griffiers, adjunct-griffiers, opstellers, beambten en boden aan wie aldus opdracht is gegeven, blijven hun wedde met de eraan verbonden verhogingen en voordelen genieten. Zij ontvangen evenwel de wedde en vergoedingen van het hun opgedragen ambt, indien deze hoger zijn. »

Art. 81. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 330bis ingevoegd, luidende :

« Art. 330bis. Onverminderd de toepassing van artikel 329bis kan de minister van Justitie aan de hoofdsecretarissen, secretarissen, adjunct-secretarissen, bemiddelingsadviseurs, bemiddelingsassistenten, vertalers, opstellers, beambten en boden bij het parket, opdracht geven om een gelijk of een hoger ambt te vervullen in hun parket, in een ander burgerlijk of militair parket, in ministeriële departementen of kabinetten, in regeringscommissies, -instellingen of -diensten. Overeenkomstig een bijzondere wets- of verordeningbepaling kan artikel 327bis op hen worden toegepast.

Les secrétaires en chef, secrétaires, secrétaires adjoints, conseillers en médiation, assistants de médiation, traducteurs, rédacteurs, employés et messagers ainsi délégués continuent de jouir de leur traitement, des augmentations et avantages y afférents. Néanmoins, ils bénéficient des traitements et indemnités attachés aux fonctions qu'ils remplissent par délégation s'ils sont plus élevés. »

Art. 82. A l'article 331, alinéa 2, du même Code, les deux dernières phrases sont remplacées par les dispositions suivantes :

« les greffiers en chef, sans autorisation du premier président de la cour, du président du tribunal, du juge le plus ancien au tribunal de police ou du juge de paix de la juridiction à laquelle ils sont attachés;

les greffiers-chefs de service, les greffiers et les greffiers adjoints, sans autorisation du greffier en chef de la juridiction à laquelle ils sont attachés. »

Art. 83. Un article 331bis est inséré dans le même Code, qui est rédigé comme suit :

« Art. 331bis. Les secrétaires en chef, les secrétaires-chefs de service, les secrétaires, les secrétaires adjoints, les conseillers en médiation et les assistants de médiation ne peuvent s'absenter si le service doit souffrir de leur absence.

Les secrétaires en chef, les conseillers en médiation et les assistants de médiation ne peuvent s'absenter plus de trois jours, sans autorisation, selon le cas, du procureur général, du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail »

Art. 84. L'article 353bis du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 353bis. Les règles d'incompatibilité déterminées à l'article 293 sont applicables aux conseillers en médiation et aux assistants de médiation, aux membres du secrétariat du parquet, au personnel des greffes et des secrétariats des parquets, aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation ainsi qu'aux membres du personnel titulaires d'un grade de qualification particulière, créé par le Roi, conformément à l'article 185, alinéa 1^{er}. »

Art. 85. Dans l'article 354 du même Code, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le Roi détermine la prestation de serment du personnel des greffes et des secrétariats de parquet, ainsi que des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation. Il détermine également les absences, les congés et vacances du personnel précité, ainsi que des secrétaires en chef, des secrétaires, des secrétaires adjoints, des conseillers en médiation et des assistants de médiation.

En ce qui concerne les absences pour cause de maladie ou d'infirmité, le Roi peut appliquer aux greffiers, aux secrétaires, aux conseillers en médiation, aux assistants de médiation, au personnel des greffes et des secrétariats de parquet, ainsi qu'aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, les dispositions en vigueur pour les agents de l'Etat. »

Art. 86. Aux articles 366, 367ter, 369, 370, 372, 373, 373ter, 374, 375, 403, 415 et 416 du même Code, les titres mentionnés sont modifiés conformément au prescrit de l'article 2 de la présente loi.

Art. 87. Le chapitre V du titre III du livre II de la deuxième partie du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Chapitre V. — Disposition commune relative aux conseillers en médiation et aux assistants de médiation, au personnel des greffes et des secrétariats de parquet et aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation

Art. 380. Le Roi fixe les traitements des traducteurs, traducteurs principaux, rédacteurs, rédacteurs principaux, employés, employés principaux, messagers, messagers-chefs, et messagers principaux des greffes et des secrétariats de parquet, des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, ainsi que les traitements des conseillers en médiation, assistants de médiation et assistants de médiation principaux. »

Art. 88. A l'article 381 du même Code, les mots « le greffier » sont remplacés par les mots « le greffier en chef » et les mots « le secrétaire » par les mots « le secrétaire en chef ».

De hoofdsecretarissen, secretarissen, adjunct-secretarissen, bemiddelingsadviseurs, bemiddelingsassistenten, vertalers, opstellers, opstellers, beambten en boden aan wie aldus opdracht is gegeven, blijven hun wedde met de eraan verbonden verhogingen en voordelen genieten. Zij ontvangen evenwel de wedde en vergoedingen van het hun opgedragen ambt, indien deze hoger zijn. »

Art. 82. In artikel 331, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de twee laatste zinnen vervangen door de volgende bepalingen :

« de hoofdgriffiers, zonder vergunning van de eerste voorzitter van het hof, de voorzitter van de rechtbank, de oudstbenoemde rechter in de politierechtbank of de vrederechter van het gerecht waaraan zij verbonden zijn;

de griffiers-hoofden van dienst, griffiers en adjunct-griffiers, zonder vergunning van de hoofdgriffier van het gerecht waaraan zij verbonden zijn. »

Art. 83. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 331bis ingevoegd, luidende :

« Art. 331bis. De hoofdsecretarissen, secretarissen-hoofden van dienst, secretarissen, adjunct-secretarissen, bemiddelingsadviseurs en -assistenten mogen niet afwezig zijn wanneer de dienst eronder lijdt.

De hoofdsecretarissen, de bemiddelingsadviseurs en -assistenten mogen niet langer dan drie dagen afwezig zijn zonder vergunning, naar gelang van het geval, van de procureur-generaal, van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur. »

Art. 84. Artikel 353bis van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 353bis. De regels inzake onverenigbaarheid bepaald in artikel 293 zijn van toepassing op de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, op de leden van het parketsecretariaat, op het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, op de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie alsook op de personeelsleden die een bijzondere graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid. »

Art. 85. In artikel 354 van hetzelfde Wetboek worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« De Koning regelt de eedaflegging van het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, alsmede van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie. Hij regelt eveneens de afwezigheid, het verlof en de vakantie van voornoemd personeel, alsmede van de hoofdsecretarissen, de secretarissen, de adjunct-secretarissen, de bemiddelingsadviseurs en -assistenten.

De Koning kan voor de afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid van de griffiers, van de secretarissen, van de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, van het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, alsmede van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, de regeling toepassen die geldt voor het Rijkspersoneel. »

Art. 86. In de artikelen 366, 367ter, 369, 370, 372, 373, 373ter, 374, 375, 403, 415 en 416 van hetzelfde Wetboek worden de vermelde titels telkens gewijzigd overeenkomstig het bepaalde in artikel 2 van deze wet.

Art. 87. In deel II, boek II, titel III van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk V vervangen door de volgende bepaling :

« Hoofdstuk V. — Bepaling geldend voor de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, voor het personeel van de griffies en de parketsecretariaten en voor de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie

Art. 380. De Koning bepaalt de wedden van de vertalers, de eerstaanwezende vertalers, de opstellers, de eerstaanwezende opstellers, de beambten, de eerstaanwezende beambten, de boden, de hoofdboden en de eerstaanwezende boden van de griffies en de parketsecretariaten, van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, alsook de wedden van de bemiddelingsadviseurs, de bemiddelingsassistenten en de eerstaanwezende bemiddelingsassistenten. »

Art. 88. In artikel 381 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de griffier » en « de secretaris » telkens vervangen door de woorden « de hoofdgriffier », respectievelijk « de hoofdsecretaris ».

Art. 89. L'article 512, § 1^{er}, du même Code est complété par les alinéas suivants :

« Les candidatures précitées doivent être introduites à peine de déchéance dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance dans le *Moniteur belge*.

La publication pourra avoir lieu six mois au plus tôt avant la vacance.

Aucune nomination ne peut intervenir avant l'écoulement du délai prévu au deuxième alinéa. »

Dispositions transitoires

Art. 90. Les greffiers-chefs de greffe, les commis-greffiers, les secrétaires, les secrétaires adjoints-chefs de service, les secrétaires adjoints et les commis-secrétaires en fonction, porteront respectivement le titre de « greffier en chef », de « greffier adjoint », de « secrétaire en chef », de « secrétaire-chef de service », de « secrétaire » et de « secrétaire adjoint » à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 91. La personne qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, exerce la fonction de greffier en chef, de greffier, de greffier adjoint, de secrétaire en chef, de secrétaire, de secrétaire adjoint, de rédacteur ou d'employé peut, conformément aux conditions de nomination fixées par le Code judiciaire avant l'entrée en vigueur de la présente loi, être nommée greffier en chef, greffier, greffier adjoint, secrétaire en chef, secrétaire ou secrétaire adjoint, pour autant qu'elle remplisse à ce moment toutes les conditions de nomination précitées, à l'exception de celles relatives à l'ancienneté de service.

Art. 92. Sans préjudice des dispositions de l'article 286bis du Code judiciaire, pour la nomination à un des emplois visés à cet article, sont prises chaque fois en considération à égalité :

1° la candidature des lauréats d'un examen de recrutement pour le grade concerné, organisé avant ou en cours d'organisation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi;

2° la candidature des lauréats du premier concours de recrutement pour le grade concerné organisé après l'entrée en vigueur de la présente loi, qui sont moins bien classés, mais qui exercent déjà les fonctions sur base d'un contrat de travail à l'endroit où l'emploi est devenu vacant, à condition qu'au moment de la publication de la vacance, ils soient déjà en fonction depuis un an.

Art. 93. Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de rédacteur, organisé avant ou en cours d'organisation à la date de l'entrée en vigueur des articles 44 et 58 de la présente loi, sont censés remplir les conditions de nomination énoncées aux articles 270 et 282 du Code judiciaire, tels que modifiés par la présente loi.

Par dérogation aux articles 270 et 282 visés à l'alinéa précédent, l'employé qui, à la date de l'entrée en vigueur des articles 44 et 58 de la présente loi, n'est pas en possession du diplôme ou certificat requis mais compte une ancienneté de grade de deux ans au moins, conserve, pendant six ans à partir de la date précitée, le droit de participer à l'examen visé aux articles 270 et 282 précités.

Art. 94. Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de conseiller en médiation, organisé avant ou en cours d'organisation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont censés remplir les conditions de nomination énoncées à l'article 272bis, 2°, du Code judiciaire.

Art. 95. Pour continuer à bénéficier des dispositions des articles 92, 1°, 93 et 94, les lauréats doivent, par lettre recommandée à la poste au plus tard trois mois après la publication de l'avis d'organisation du deuxième examen pour le grade concerné organisé après l'entrée en vigueur de la présente loi, avoir fait part au ministre de la Justice du souhait de pouvoir conserver, pour une durée illimitée, le bénéfice de leur réussite. Le ministre de la Justice publiera à cette fin, au plus tard conjointement avec l'avis précité, un appel particulier au *Moniteur belge*.

Art. 96. Les porteurs du certificat de candidat greffier et de candidat secrétaire délivré sur base d'un examen organisé avant ou en cours d'organisation au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont censés être porteurs du certificat visé aux articles 269bis et 280 du Code judiciaire, tels que modifiés par la présente loi.

Art. 89. Artikel 512, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende leden :

« De voormelde kandidaturen moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

De bekendmaking kan geschieden op zijn vroegst zes maanden voor het ontstaan van de vacature.

Geen benoeming kan geschieden dan nadat de termijn bepaald in het tweede lid is verlopen. »

Overgangsbepalingen

Art. 90. De griffiers-hoofden van de griffie, de klerken-griffiers, de secretarissen, de adjunct-secretarissen-hoofden van dienst, de adjunct-secretarissen en de klerken-secretarissen in dienst voeren, met ingang van de dag waarop deze wet in werking treedt, respectievelijk de titel van « hoofdgriffier », van « adjunct-griffier », van « hoofdsecretaris », van « secretaris-hoofd van dienst », van « secretaris » en van « adjunct-secretaris ».

Art. 91. De persoon die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet het ambt uitoefent van hoofdgriffier, griffier, adjunct-griffier, hoofdsecretaris, secretaris, adjunct-secretaris, opsteller of beambte kan, overeenkomstig de benoemingsvoorwaarden gesteld in het Gerechtelijk Wetboek voor de inwerkingtreding van deze wet, worden benoemd tot het ambt van hoofdgriffier, griffier, adjunct-griffier, hoofdsecretaris, secretaris of adjunct-secretaris, indien hij op dat ogenblik voldoet aan al de voormelde benoemingsvoorwaarden, met uitzondering van die betreffende de dienstanciënniteit.

Art. 92. Onverminderd het bepaalde in artikel 286bis van het Gerechtelijk Wetboek worden voor de benoeming in een van de betrekkingen vermeld in dat artikel, telkens op gelijkwaardige wijze in aanmerking genomen :

1° de kandidatuur van de geslaagden van het desbetreffend wervingsexamen, dat georganiseerd is voor of nog in uitvoering is op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet;

2° de kandidatuur van de geslaagden van het eerstvolgend na de inwerkingtreding van deze wet georganiseerd desbetreffend vergelijkbaar wervingsexamen, die minder gunstig zijn gerangschikt doch op grond van een arbeidsovereenkomst deze functies reeds vervullen op de plaats waar de betrekking is opengevallen, op voorwaarde dat zij op het ogenblik van de bekendmaking van de vacature reeds één jaar in dienst zijn.

Art. 93. De geslaagden van het wervingsexamen voor de graad van opsteller, dat georganiseerd is vóór of nog in uitvoering is op de datum van inwerkingtreding van de artikelen 44 en 58 van deze wet, worden geacht te voldoen aan de benoemingsvoorwaarden vermeld in de artikelen 270 en 282 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet.

In afwijking van de artikelen 270 en 282 bedoeld in het vorige lid, behoudt de beambte die, op de datum van inwerkingtreding van de artikelen 44 en 58 van deze wet, niet in het bezit is van het vereiste diploma of getuigschrift maar minstens twee jaar graadanciënniteit heeft, gedurende zes jaar vanaf voormelde datum het recht om deel te nemen aan het examen bedoeld in de voormelde artikelen 270 en 282.

Art. 94. De geslaagden van het wervingsexamen voor de graad van bemiddelingsadviseur, dat georganiseerd is voor of nog in uitvoering is op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, worden geacht te voldoen aan de benoemingsvoorwaarden vermeld in artikel 272bis, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 95. Om in aanmerking te blijven komen voor het bepaalde in de artikelen 92, 1°, 93 en 94, moeten de geslaagden, bij een ter post aangezekende brief, ten laatste drie maanden na de bekendmaking van het bericht tot organisatie van het tweede na de inwerkingtreding van deze wet georganiseerd desbetreffend examen, aan de minister van Justitie te kennen hebben gegeven te willen dat hun goede uitslag onbeperkt geldig blijft. Daartoe moet de minister van Justitie, ten laatste samen met voormeld bericht, een bijzondere oproep in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken.

Art. 96. De houders van het getuigschrift van kandidaat-griffier en van kandidaat-secretaris dat uitgereikt werd op basis van een examen dat georganiseerd is voor of nog in uitvoering is op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, worden geacht houder te zijn van het getuigschrift bedoeld in de artikelen 269bis en 280 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd door deze wet.

Entrée en vigueur

Art. 97. La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 15, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 47, 64, 65, 66 et 89, dont le Roi fixe la date d'entrée en vigueur et au plus tard un an après la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Inwerkingtreding

Art. 97. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 15, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 47, 64, 65, 66 en 89, waarvan de Koning de datum van inwerkingtreding bepaalt en uiterlijk één jaar na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

F. 97 — 843

[S - C - 97/9334]

**4 MARS 1997. — Loi instituant
le collège des procureurs généraux
et créant la fonction de magistrat national (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — *Du collège des procureurs généraux*

Art. 2. Un article 143bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code judiciaire :

« Art. 143bis. § 1^{er}. Les procureurs généraux près les cours d'appel forment ensemble un collège, appelé collège des procureurs généraux, qui est placé sous l'autorité du ministre de la Justice. La compétence du collège s'étend à l'ensemble du territoire du Royaume et ses décisions engagent les procureurs généraux près les cours d'appel et tous les membres du ministère public placés sous leur surveillance et leur direction.

§ 2. Le collège des procureurs généraux décide, par consensus, de toutes les mesures utiles en vue :

1° de la mise en œuvre cohérente et de la coordination de la politique criminelle déterminée par les directives visées à l'article 143ter, et dans le respect de leur finalité;

2° du bon fonctionnement général et de la coordination du ministère public.

Si aucun consensus ne peut être dégagé au sein du collège, et si l'exécution des directives du ministre relatives à la politique criminelle est ainsi mise en péril, le ministre de la Justice prend les mesures nécessaires pour assurer leur application.

(1) *Session ordinaire 1996-1997 :*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 447/1 du 26 octobre 1996. — Amendements n° 447/2 à 3. — Rapport n° 447/4 du 14 décembre 1996 de MM. Coveliers et Vandenberghe. — Texte adopté par la commission n° 447/5 du 14 décembre 1996.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 18 et 20 décembre 1996.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat n° 867/1 du 30 décembre 1996. — Amendements n° 867/2 à 5. — Rapport n° 867/6 du 17 février 1997 de MM. Giet et Lozie. — Amendements n° 867/7. — Texte corrigé en séance plénière n° 867/8 du 20 février 1997.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 19 et 20 février 1997.

N. 97 — 843

[S - C - 97/9334]

**4 MAART 1997. — Wet tot instelling
van het college van procureurs-generaal
en tot instelling van het ambt van nationaal magistraat (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Het college van procureurs-generaal*

Art. 2. In het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 143bis ingevoegd, luidende :

« Art. 143bis. § 1. De procureurs-generaal bij de hoven van beroep vormen samen een college, college van de procureurs-generaal genaamd, dat onder het gezag van de minister van Justitie staat. De bevoegdheid van het college strekt zich uit over het gehele grondgebied van het Rijk en zijn beslissingen hebben bindende kracht voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en alle leden van het openbaar ministerie die onder hun toezicht en leiding staan.

§ 2. Het college van procureurs-generaal beslist bij consensus over alle maatregelen die nodig zijn voor :

1° de coherente uitwerking en de coördinatie van het strafrechtelijk beleid vastgelegd door de in artikel 143ter beoogde richtlijnen, en met inachtneming van de finaliteit ervan;

2° de goede algemene en gecoördineerde werking van het openbaar ministerie.

Indien het college geen consensus bereikt en indien de uitvoering van de ministeriële richtlijnen van het strafrechtelijk beleid daardoor in het gedrang komt, neemt de minister van Justitie de noodzakelijke maatregelen om de toepassing ervan te waarborgen.

(1) *Gewone zitting 1996-1997 :*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 447/1 van 26 oktober 1996. — Amendementen nrs. 447/2 tot 3. — Verslag nr. 447/4 van 14 december 1996 door de heren Coveliers en Vandenberghe. — Tekst aangenomen door de commissie nr. 447/5 van 14 december 1996.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 18 en 20 december 1996.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 867/1 van 30 december 1996. — Amendementen nrs. 867/2 tot 5. — Verslag nr. 867/6 van 17 februari 1997 door de heren Giet en Lozie. — Amendementen nr. 867/7. — Tekst verbeterd in plenaire vergadering nr. 867/8 van 20 februari 1997.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 19 en 20 februari 1997.